Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 123 (2015)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Thierry Luginbühl, Cédric Cramatte, Jana Hoznour (dir.), *Le sanctuaire gallo-romain du Chasseron. Découvertes anciennes et fouilles récentes: essai d'analyse d'un lieu de culte d'altitude du Jura vaudois*, Lausanne, 2013, 426 p. (*CAR* 139).

Sommet intrigant, point culminant de la chaîne jurassienne, le Chasseron a livré une partie de ses secrets grâce à des prospections et des fouilles de l'Université de Lausanne entre 2001 et 2005. L'ouvrage qui nous est proposé place les récentes découvertes dans un contexte historique et géographique qui fait comprendre l'attrait de ce mont de 1607 m au-dessus de Bullet et de Sainte-Croix. La découverte de monnaies au milieu du XVIII^e^ siècle suscite des explorations sauvages, mettant au jour plus d'un millier de monnaies dont seule une centaine a été conservée. En 1897, un hôtel-restaurant est construit, du mobilier est prélevé. Le tout sera publié dans la *Revue historique vaudoise* en 1913. L'occupation du site est attestée du I^er^ siècle av. J.-C. au début du VII^e^ siècle apr. J.-C. Après trois semaines d'un chantier-école sur la terrasse surmontant l'hôtel en 2004, cinq semaines de fouilles sont organisées en 2005 par l'Institut d'archéologie et des sciences de l'Antiquité (IASA), réunissant une cinquantaine d'étudiants sous la direction du professeur Thierry Luginbühl pour l'ouverture et la prospection de cinq secteurs à l'endroit de la terrasse et de ses abords.

Un temple avec sa *cella* de 9,60 × 10,60 m entourait une galerie de 15 × 16 m. Plus à l'est, des carriers s'étaient installés dans un bâtiment en matériaux légers. Des tuiles romaines parsèment le site et des monnaies reposent au fond de deux ravins, signe d'une *iactatio*, d'un jet rituel. Un chapitre sur la géographie et la géologie de la région de Sainte-Croix insère le site dans son évolution pré et protohistorique autant que romaine sans négliger l'importance des axes routiers et des voies d'accès au Chasseron (moins de cinq heures à pied depuis Yverdon). On regrettera la concision de l'aperçu sur la période romaine dans la région, en particulier autour de la question de l'autel de Iulia Festilla conservé dans l'église de Baulmes ou à propos de l'Empire gaulois du troisième quart du III^e^ siècle (p. 41). Les chapitres archéologiques sont clairement menés, agrémentés d'encarts et de tableaux facilitant la compréhension du propos spécialisé. Le temple a été bâti sur un affleurement rocheux creusé de cupules naturelles. Malgré le peu de structures dégagées, un *fanum* de plan classique se dessine, dépourvu de galerie dans un second état. Dans la première phase, les sols devaient être planchéiés. Une fosse cultuelle bordant la galerie a livré nombre d'objets, du couteau aux vases miniatures, de la hachette aux monnaies. À la fin de son utilisation, le centre du temple présente une forte couche de tuiles issues de l'effondrement de la toiture; une fosse de 2,80 × 4,10 m est implantée dans le substrat rocheux; elle restera visible sous la forme d'une dépression. Ne faut-il pas la mettre en relation avec la fréquentation du site au Haut Moyen Âge, attestée par du mobilier? La céramique et la comparaison avec d'autres sanctuaires incitent à dater le premier temple dans le deuxième tiers du I^er^ siècle apr. J.-C.; les réaménagements se font vraisemblablement au début du III^e^ siècle. Une restitution de l'élévation de cette phase a été heureusement tentée. Ensuite, le temple se restreint à sa *cella* et devait adopter l'apparence d'une tour. En contrebas et à l'amont du temple, le chalet-hôtel et la station météo ont livré quantité de fragments de tuiles romaines, dont certaines estampillées aux légions XI et XXI stationnées à *Vindonissa*.

La description des interventions anciennes et l'emplacement des deux sites font pencher pour une interprétation en *hospitalia* pour le premier, un hospice pour les pèlerins, et en *sacrarium* pour le second, un dépôt d'offrandes. Les arguments en faveur de ce dernier sont très faibles et la découverte d'un trésor annoncée la veille d'un 1er avril, même dans le très sérieux journal local en 1948, ne laisse à notre avis aucun doute sur le canular. Trois secteurs recelaient des monnaies au bas de falaises que surplombe « l'éperon de la *iactatio* » ; son accès depuis le temple était aménagé. Un important chapitre est consacré au mobilier récolté. La céramique a droit à une approche didactique, utile pour les débutants ou toute personne intéressée à mieux appréhender ce domaine essentiel pour la compréhension de la datation des couches archéologiques. Parmi les objets métalliques, retenons le torque à charnière à base de cuivre trouvé au milieu du XIXe siècle, deux lampes à huile dans le même métal ainsi que des hachettes votives en fer ; une dizaine de fibules complètent le lot, datées entre la fin du Ier siècle av. J.-C. et la fin du Ier siècle apr. J.-C. Trois pointes de projectiles de catapulte et deux talons de lances correspondent à des offrandes de soldats. Des clous de chaussures disent la fréquentation aussi bien de militaires que de civils. Sur les 361 monnaies anciennement et récemment répertoriées, 338 sont exploitables, les unes montrant le jet intense de monnaies du Ier siècle depuis l'éperon de la *iactatio*, les autres le jet de monnaies dans le temple aux Ier et IIe siècles, leur absence au IIIe siècle et leur recrudescence entre 330 et 388 apr. J.-C. Les monnaies les plus présentes dans le temple sont celles d'Auguste alors que celles du pied des falaises sont deux fois plus nombreuses pour l'époque tibérienne (p. 164). Là, les monnaies s'amenuisent à la fin du Ier siècle apr. J.-C. pour ne plus apparaître après Hadrien, alors que les émissions plus tardives se poursuivent dans la zone du *fanum*. La forte proportion de monnaies tibériennes représentant l'autel de la Providence à Rome incite à penser qu'un choix était fait, peut-être en relation avec la figuration d'un autel alors qu'il en manque un à l'endroit de la *iactatio*. À noter aussi que les monnaies du IVe siècle se retrouvent surtout dans la *cella* du temple, jetées depuis l'entrée, comme on l'a observé dans le temple indigène de Martigny. Collier de perles et jetons en verre ont été offerts à la divinité du lieu (p. 220). Les ossements montrent la prédominance du porc, suivi par le bœuf, dont un élément de fémur présente des traces de sciage impliquant un artisanat, la confection d'un meuble pour le sanctuaire.

Malgré les plus de 3000 kg de tuiles répertoriées, elles ne représentent qu'une partie de la couverture ; on regrettera dans cette étude primordiale le manque de références à d'autres travaux sur les tuiles romaines. Le neuvième chapitre, interprétatif, satisfait les questions que pose un tel site de hauteur, en commençant par la forme du temple, caractéristique des sanctuaires gallo-romains. La fosse de la fin du IVe siècle creusée dans la couche de tuiles effondrées dans la *cella* pourrait bien être, selon nous, la trace d'un emploi nouveau du temple dont le sol aura été refait au-dessus du comblement de tuiles, comme on l'a vu à Vallon par exemple. Elle aurait reçu la statue de culte dans ce qui serait alors une *favissa*, une fosse destinée aux objets cultuels périmés, creusée au cours du changement d'affectation du bâtiment. Un toit a dû recouvrir le nouvel espace, placé plus bas qu'auparavant, peut-être pour faire du *fanum* une chapelle chrétienne. On s'étonnera de l'usage restreint de l'ouvrage sur la « Topographie sacrée et rituels. Le cas d'*Aventicum*, capitale des Helvètes » paru en 2008 pour les parties liées à l'interprétation cultuelle et à la présence de vases miniatures (p. 254). Cependant, le rappel des rites romains permet de mieux saisir le développement du culte sur place et ce qu'en dit le matériel trouvé. Malgré un temple de grandes proportions, des rites privés auxquels font penser les offrandes étaient pratiqués à côté des cérémonies publiques (p. 258). « C'est pour y conclure ou y honorer un vœu que les pèlerins montaient au Chasseron » dès 40 apr. J.-C. Plusieurs indices, dont celui de la forte présence de monnaies et le rapprochement avec le sanctuaire du Puy de Dôme, laissent penser que Mercure était la divinité honorée dans le temple. Sa statue aurait porté le torque trouvé au XIXe siècle (une photographie du torque aurait été bienvenue) – la statue de culte de Mercure aurait-elle été si celtique, comme le suggère la restitution hypothétique de l'intérieur de la cella (fig. 9.15), alors que le torque peut tout aussi bien correspondre à une offrande ? Des interprétations suggestives sont toutefois données comme celle du delta gravé sur les hachettes votives qui serait une référence au mot *Deo/Deae* en latin ou *Devi/Devai* en gaulois pour « (offert) au dieu » ou « à la déesse ». En pensant à l'épiclèse de Mercure entre Germanie Supérieure et

Aquitaine, *Viducus* ou *Visucius*, « Celui qui sait », « Celui qui voit », l'éminence du Chasseron lui convient parfaitement. Le chapitre 9 cherche d'ailleurs à faire vivre le sanctuaire grâce à tous les aspects suscités par les trouvailles, jusqu'à l'évocation des prêtres et des pèlerins. Ceux-ci devaient être surtout Helvètes, le sanctuaire étant un point de repère depuis le Plateau suisse. L'ethno-archéologie et en particulier la situation népalaise viennent éclairer certains aspects du culte, comme celui de la fréquentation des lieux aux jours de fêtes. Les estampilles de tuiles aux légions XXI et XI de même que les offrandes d'armes de jet laissent envisager la présence d'un détachement militaire sur place. De très intéressantes annexes discutent des sanctuaires de hauteur gallo-romains (annexe III), remettant en cause leur nombre et passant de 200 à 60, dont 41 sont fournis en catalogue. L'utilisation de la monnaie dans les sanctuaires gallo-romains est aussi abordée (annexe IV), avec ce constat autour de la ténuité des indices numismatiques du Haut Empire qui est finalement « l'expression d'une gestion rigoureuse des offrandes des fidèles et l'abondance des frappes tardives, celle d'un dérèglement profond et irrémédiable du tissu religieux gallo-romain ». Une approche typologique et structurelle des temples helvètes et rauraques est aussi proposée (annexe V); elle a le mérite de présenter une série de temples gallo-romains à l'échelle et orientés. Les tableaux récapitulatifs et les dessins de restitution d'ambiance dans le sanctuaire soulignent la part pédagogique de l'ouvrage. Entre descriptions attentives et tentatives d'interprétations, le Chasseron a trouvé son panorama.

Michel E. Fuchs

Georg Kreis (dir.), *Die Geschichte der Schweiz*, Bâle: Schwabe, 2014, 645 p.

Dès sa préface, Georg Kreis, professeur émérite de l'Université de Bâle et directeur de cette nouvelle *Geschichte der Schweiz*, annonce la couleur: une génération après la sortie de la monumentale *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, sous la direction de Jean-Claude Favez, le temps était venu de rouvrir le dossier, d'offrir aux lecteurs un nouvel état des lieux de la connaissance de notre histoire, d'établir un bilan des savoirs acquis depuis lors et, enfin, de dresser les perspectives qui attendent désormais les historiens de notre pays. Constat plein de sagesse alors que l'histoire helvétique a connu d'innombrables visites et interprétations inédites depuis plus de trente ans. Les années 1980 ont ainsi allumé une série de polémiques centrées sur la nature paradoxale de la Suisse et qui n'en finissent pas de resurgir à intervalles réguliers dans l'espace public.

Cet ouvrage tombe ainsi à point nommé pour présenter un état de la recherche sur l'histoire suisse à un moment où notre pays entre dans une période de turbulences, où les questions sur son essence, sa place dans le monde et son destin sont agitées à longueur de débats et où les fronts politiques semblent se tendre. Et, disons-le d'entrée de cause, elle remplit remarquablement son rôle: elle déroule un somptueux tapis riche en informations et en analyses, faisant son miel de toutes les avancées de la recherche accumulées ces dernières décennies. Mais si ce beau livre succède à la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, la remplace-t-elle pour autant? Il la complète en l'approfondissant plutôt, dans la mesure où sa volonté de rompre avec les présupposés méthodologiques de l'*opus* dirigé par Jean-Claude Favez ne les contredit pas formellement. Son intention d'aborder l'histoire suisse sous le plus grand nombre de points de vue, et c'est l'un de ses grands mérites, éclaire ainsi notre passé sous des jours nouveaux, au fil d'une histoire qu'on peut qualifier de totale par l'ampleur des thèmes qu'elle aborde, de l'histoire sociale et économique à l'histoire politique en passant par l'histoire du droit, des institutions et de l'administration ou encore l'histoire intellectuelle, culturelle et des genres. Un programme gigantesque dont l'ouvrage brosse un portrait fascinant en onze chapitres allant de la préhistoire au temps présent et reliés par des chapitres thématiques, traitant de sujets « transversaux », comme l'histoire du climat, le développement démographique, la question de la neutralité et des étrangers, l'idée républicaine et de la démocratie directe, le tourisme ou encore l'armée. Il y en a vingt-deux au total. Autre point fort de l'ouvrage: la grande diversité des auteurs sollicités, en provenance de toutes les Universités

du pays. Parmi les Vaudois, citons Lucie Steiner, Justin Favrod, Jean-Daniel Morerod (enseignant à l'Université de Neuchâtel), Danielle Tosato-Rigo et Béla Kapossy, tous deux de l'Université de Lausanne. Sans oublier Daniel Paunier, professeur honoraire de cette même institution.

La structure de l'ouvrage permet un approfondissement passionnant des différentes strates chronologiques qui composent l'histoire de la Suisse. Forte de cinq riches chapitres, la période courant du Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime est ainsi auscultée sous un regard aussi neuf que stimulant: l'équipe réunie par Georg Kreis lui restitue une fonction trop souvent occultée dans la construction du pays et montre comment les acquis des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles ont contribué directement à l'édification de la Suisse moderne à partir de 1848. Cette périodisation resserrée de notre Ancien Régime ouvre un territoire immense dont on perçoit mieux la richesse. Des terrains encore négligés comme l'importance de la pensée d'Isaak Iselin sont ainsi arpentés avec bonheur et illuminent le rôle intellectuel de la Suisse à cette époque. Revers de la médaille, la densité informative, le luxe de détails qui ornent la narration complexifient parfois la vision globale de la période et empêchent de mieux cerner les ruptures et, réciproquement, les continuités d'un Ancien Régime dont les structures sociales, ne se modifient pas fondamentalement d'un siècle à l'autre. Les révoltes du XVIII^e^ sont toutefois, et curieusement, peu traitées. Les Vaudois devront ainsi faire le deuil du major Davel, renvoyé à ses lubies mystiques et désormais absent de la geste nationale d'un Ancien Régime avançant vers son terme… François de Capitani, dans la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, lui réservait encore quelques lignes…

Le soussigné souffre-t-il d'une illusion d'optique lorsqu'il examine la seconde moitié du XIX^e^ siècle et le XX^e^ siècle? Il est toujours délicat pour un observateur de se pencher sur la synthèse d'une période qu'il a lui-même étudiée. Nous nous étonnerons néanmoins des prémisses qui ont guidé Regina Wecker dans son récit de la période allant de 1848 à 1914. Son désir de mettre en avant la montée du mouvement ouvrier, les conditions de vie de la population et la question féminine se comprend à bien des égards. C'est durant les décennies qui suivent l'adoption de la Constitution fédérale de 1848 que la classe ouvrière prend conscience d'elle-même et que, de mouvement social, elle se mue en une force politique capable, peu à peu, de contester la prédominance des radicaux et des conservateurs-catholiques dans les rouages de la politique fédérale. Il en va de même pour la question féminine: c'est à la fin du XIX^e^ siècle que les femmes précisent leurs revendications et entament leur longue marche vers l'égalité politique. Même si leur voix porte encore peu, elles s'organisent et tentent d'influer sur les travaux qui accompagnent la rédaction du futur Code civil suisse. Considéré dans sa globalité, le chapitre semble toutefois bancal: il montre mal combien la question du fédéralisme constitue encore un élément structurant du débat politique, mais aussi social de l'époque. Il semble en outre oublier que l'histoire politique, si elle ne se borne pas aux classiques duels politiciens, les contient également. L'importance des partis politiques, pourtant réceptacles et vitrines des combats sociaux de l'époque, est sous-estimée: or, c'est bien à cette époque que se dessine le champ politique qui va subsister, peu ou prou… jusqu'à nos jours!

Un constat similaire s'impose pour le chapitre portant sur la Suisse d'après 1945. La structure de son chapitre est originale et permet une plongée passionnante dans une foule de thématiques toutes constitutives de notre quotidien et matrice des conflits qui parsèment notre actualité politique et sociale. Il traite d'abord séparément de thèmes formant l'axe de nos politiques dites publiques, de la politique extérieure à l'énergie en passant par la défense nationale entre autres. Puis il reprend cette vaste matière sur un plan plus chronologique, en subdivisant sa période et en quatre sous-périodes agrémentées de quelques coups de projecteur plus spécifiques. Il est ainsi difficile d'embrasser ce demi-siècle qui effleure notre présent: un inconvénient qui aurait peut-être permis une analyse plus approfondie de la vie politique et de l'évolution des partis, dont les racines des tressaillements actuels n'apparaissent qu'en filigrane! La vitalité de la vie artistique helvétique n'est en outre pas évoquée. Quant à la période de la Seconde Guerre mondiale, si son traitement épouse indiscutablement l'état des connaissances actuelles, on ne peut toutefois pas affirmer qu'il va recoudre les cicatrices apparues dans les années 1990. C'est ainsi presque incidemment qu'on apprend que la Suisse était complètement encerclée, à un moment donné, par les puissances de l'Axe… Ne s'agit-il que d'un détail?

Il convient de saluer encore une fois les mérites de cette *Geschichte der Schweiz*, un projet grandiose dont les apports sont puissants. Quatre remarques conclusives toutefois. Contrairement à la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, publiée dans les trois langues nationales, une traduction de l'ouvrage dirigé par Georg Kreis ne semble pas prévue. Les éditeurs annoncent en outre une iconographie ample et souvent renouvelée; osons toutefois prétendre que l'appareil illustratif, bien que fort pertinent, ne constitue pas l'atout maître de l'ouvrage. Troisième point: la dimension économique de notre histoire semble toujours mal à l'aise avec l'histoire des entreprises, qui a fait d'importants progrès ces dernières années; leur implication dans le progrès général de la société peine à être reconnue. Ultime remarque qui justifierait de plus amples commentaires: l'ouvrage n'échappe pas à cette difficulté si typiquement suisse d'intégrer dans le récit les personnalités les plus marquantes du temps… À part quelques chapitres, notamment celui consacré à la Réforme avec un beau passage sur Zwingli, le terreau biographique est peu exploité. Pourtant, ces dernières années ont vu naître de nombreuses biographies, de personnages politiques ou non, qui ont elles aussi éclairé la connaissance de l'histoire de la Suisse. Même les appendices historiographiques qui concluent chaque chapitre ne s'intéressent guère au sujet… Mais peut-être le soussigné prêche-t-il pour sa paroisse? Quoi qu'il en soit, la prochaine synthèse de l'histoire suisse conserve encore des territoires à conquérir!

Olivier Meuwly

Stéphanie Manzi, *Une économie de la pauvreté. La comptabilité du couvent des franciscains de Lausanne à la veille de la Réforme (1532-1536)*, Lausanne: Cahiers d'histoire médiévale, 2013, 309 p.

Issu d'un mémoire de master défendu à la section d'histoire de l'Université de Lausanne, ce livre est centré sur la comptabilité tenue par le couvent des franciscains de Lausanne entre 1532 et 1536, soit les quatre dernières années de son existence, avant sa suppression par les Bernois et la transmission de ses biens à la Ville de Lausanne. L'ouvrage comprend une étude minutieuse de cette source, son édition complète ainsi que de nombreuses annexes. Le couvent franciscain de Lausanne, fondé vers 1258, fait partie de la province de Bourgogne et, comme chef-lieu de custodie, revêt une importance régionale dans l'ordre franciscain. Malgré deux tentatives initiées par le concile de Bâle, en 1439 et 1440, le couvent lausannois ne passera jamais à la mouvance observante de l'ordre, qui insistait sur un retour à une pauvreté stricte et sur une meilleure observation des enseignements de saint François. Ce couvent se devait néanmoins de respecter les préceptes généraux de pauvreté volontaire associés aux ordres mendiants. C'est cette «économie de la pauvreté» que Stéphanie Manzi étudie avec grand soin.

La comptabilité permet d'observer les recettes et les dépenses des frères lausannois au quotidien. Dans les informations qu'elle peut offrir sur la situation financière globale et sur la consommation réelle du couvent, cette source présente toutefois certaines limites, que l'auteure expose clairement. Ainsi, pour la nourriture, le résultat des quêtes réalisées par les frères, notamment le pain et le vin, ne figure généralement pas dans la comptabilité. Si l'on y ajoute les légumes et les herbes qui poussaient dans le jardin potager du couvent, une part importante de la nourriture consommée n'a pas été achetée par les frères et nous échappe donc. Un autre aspect que la source ne résout pas est celui de la «caisse du procureur», sur lequel nous reviendrons. Néanmoins, la source comptable offre une multitude d'informations très utiles que Stéphanie Manzi présente de manière convaincante.

Les dépenses pour la nourriture constituent plus de 50% du total des dépenses. La viande (bœuf et mouton à 90%) forme le poste le plus coûteux, soit environ 65% des aliments. Viennent ensuite le poisson et les œufs, pour environ 15% chacun, et finalement le beurre, pour environ 3% des dépenses alimentaires. Quelques jambons et fromages ont été comptabilisés par les frères dans les dépenses extraordinaires. Les achats de nourriture montrent que les frères respectent les jours maigres prescrits par l'Église. Seul le prédicateur invité

lors du Carême semble bénéficier d'un régime de faveur dans la qualité des aliments, comme en témoigne l'achat d'anguilles et de poissons de mer.

Les autres dépenses, qu'elles figurent dans la rubrique des « dépenses extraordinaires » ou à celles des « dépenses communes », sont plus variées. Elles comprennent les salaires de femmes qui font la lessive, nettoient l'église et aident en cuisine ainsi que ceux d'ouvriers qui travaillent les vignes des frères, leur potager ou qui effectuent des tâches pour les bâtiments. On voit également apparaître dans ces dépenses du bois, de la paille, de la cire, de l'huile, du matériel pour des travaux d'entretien, etc.

L'analyse des revenus du couvent menée par Stéphanie Manzi montre que de 1533 à 1536, moins de 30 % des recettes sont « casuelles », ou ponctuelles, le solde étant constitué de recettes fixes, en particulier de rentes. Selon l'auteure (p. 81), nous sommes « bien loin de l'idéal de vie au jour le jour préconisé par l'ordre à ses débuts ». Elle observe la provenance sociale et géographique des débirentiers et la manière dont les frères tentent de s'assurer le paiement de leur dû, en allant jusqu'à intenter un procès contre les mauvais payeurs. Les quêtes contribuent à hauteur de 10 % aux recettes du couvent, ce qui est loin d'être négligeable si l'on pense que toutes les rentrées en nature ne figurent pas dans la comptabilité. Stéphanie Manzi présente les trois grands moments pour les tournées de quête. Une quête de vin a lieu dans la région de Vevey entre janvier et mai ; vers Pâques il s'agit d'une quête de cire ; finalement, entre début novembre et fin décembre, une troisième quête rapporte surtout de l'argent. Le *terminus* des franciscains lausannois, le territoire sur lequel ils peuvent quêter sans empiéter sur celui d'autres couvents, s'étend à l'est jusqu'en Valais et au nord-est jusqu'à la région de la Gruyère. Les rituels funéraires (messes pour les défunts) rapportent 6 % des revenus comptables du couvent. La dévotion des fidèles pour les reliques des saints et les dons dans le tronc de l'église apporte 4 % des recettes annuelles.

Le bilan comptable du couvent est déficitaire pour les quatre années étudiées. Ce déficit est pris en charge par « la caisse du procureur » du couvent. Comme le constate Stéphanie Manzi, aucune source ne permet de savoir ce que contient cette caisse, ni comment elle est alimentée. L'auteure avance l'hypothèse que cela pourrait être par les legs reçus par le couvent. Ce dernier ne ferait probablement pas de déficit, mais voudrait présenter cette image pour mieux correspondre à l'idéal franciscain de pauvreté. Comme le relève l'auteure, cette image constitue sans doute la motivation première des frères pour tenir une comptabilité apparemment impeccable et pour la faire vérifier régulièrement.

Du point de vue économique, le couvent des franciscains de Lausanne continue à fonctionner de manière habituelle jusqu'au passage du Pays de Vaud à la Réforme. Aucun signe avant-coureur n'intervient dans les exercices comptables de 1535-1536. La dévotion des fidèles semble même en légère augmentation. Si ce n'est les douze sous dépensés en janvier-février 1536 pour fortifier les portes durant la campagne militaire bernoise, rien n'indiquerait dans la comptabilité franciscaine la situation extérieure qui provoquera bientôt la fermeture définitive du couvent et l'exil de ses membres qui semblent tous, peut-être à une exception près, avoir fait le choix de continuer à vivre selon la religion catholique.

L'auteure est sensible aux différents acteurs et à leurs motivations, ainsi qu'aux nombreux aspects de la vie quotidienne que la comptabilité franciscaine permet de mettre en évidence. Elle intègre cette source dans l'histoire et les pratiques de l'ordre franciscain, et aussi dans le contexte politique et religieux du Pays de Vaud au début du XVI^{e} siècle. Il s'agit donc d'un travail réussi et utile ; nous espérons que son auteure poursuivra dans sa thèse, comme elle l'annonce en conclusion, ses travaux sur les ordres mendiants en Suisse romande.

Karine Crousaz

Karine Crousaz, Daniela Solfaroli Camillocci (éds), *Pierre Viret et la diffusion de la Réforme : pensée, action, contextes religieux*, Lausanne : Antipodes, 2014, 421 p.

Ce n'est vraiment pas de chance : c'est au moment où l'on commémorait le cinquième centenaire de la naissance de Pierre Viret qu'on a découvert qu'il était en réalité né un ou deux ans plus tôt, en 1509 ou 1510 ! Mais le colloque tenu à cette occasion en 2011 à l'Université de Lausanne a néanmoins été particulièrement fructueux, car il a permis de donner un nouveau visage à Viret, à travers dix-huit contributions, publiées en français ou en anglais (avec un résumé substantiel dans l'autre langue) et réparties en deux grands ensembles, l'un plutôt consacré à la pensée théologique et au travail littéraire du réformateur, l'autre davantage à son implication dans le développement de la Réforme ; mais il est évidemment difficile de séparer ces deux aspects.

Viret passe souvent pour un simple collaborateur de Calvin. Son intervention à Lausanne en 1536 est pourtant moins à analyser en termes de fidélité ou non à la pensée de Calvin (encore assez embryonnaire) que comme la volonté pour un jeune ministre de s'affirmer pleinement. Plusieurs contributions montrent qu'il est bien un réformateur à part entière. Ses sermons sont autant influencés par Érasme et Melanchthon que par Augustin et Calvin. La séparation radicale qu'il fait entre l'esprit et la matière lui fait comprendre la Cène à la manière zwinglienne, comme un simple acte commémoratif. Il est également plus radical que Calvin sur le droit de révolte, qu'il légitime à partir de 1559 dans ses traités contre les nicodémites dans le cas des tyrans et des mauvaises lois. Il se démarque aussi de la sensibilité évangélique française, comme le montre la polémique avec Pierre Caroli sur les prières pour les morts. L'examen de sa correspondance montre qu'il est au centre d'un réseau de pasteurs francophones et le principal contact des pasteurs alémaniques à Lausanne. L'originalité de la pensée de Viret apparaît nettement dans deux communications ; l'une sur sa vision de l'islam, moins rejeté qu'instrumentalisé pour mieux réfuter le papisme, l'autre sur sa vision des religions païennes, qu'il utilise surtout pour montrer qu'elles sont finalement plus raisonnables que le papisme.

Sans doute plus que d'autres réformateurs, Viret veut toucher l'homme du commun. Il emploie un langage simple, écrit presque toujours en français, publie des livres de taille réduite auprès d'imprimeurs modestes. La simplicité du style de Viret apparaît également à travers ses références aux Pères de l'Église, utilisés comme informateurs sur divers sujets, et qu'il ne connaît qu'indirectement, sauf pour quelques-uns comme Lactance ou Jean Chrysostome. Mais la recherche de la simplicité passe paradoxalement par une érudition en matière d'animaux pour développer des enseignements moraux.

Viret écrit beaucoup : il vient juste après Calvin dans la production genevoise. La diversité de ses ouvrages est bien mise en valeur, depuis le premier texte entièrement de la main de Viret, l'*Épistre consolatoire* de 1541 qui, à partir d'arguments bibliques, incite les protestants persécutés à souffrir patiemment. La correspondance a été éditée depuis longtemps, mais M. Bruening a publié récemment 180 nouvelles lettres, qu'il présente ici, en montrant ce qu'elles apportent notamment sur les conflits avec Zébédée, Bolsec et Bauhin. Viret n'a écrit qu'un livre proprement historique, *Des Actes des apôtres de Jésus Christ*, tentative unique d'écrire une histoire de l'Église catholique du point de vue réformé en n'utilisant pratiquement que des sources catholiques. Bien d'autres ouvrages sont évoqués à travers les diverses communications, qui donnent un bon aperçu de l'étendue des genres littéraires fréquentés par Viret.

Son action en faveur de la Réforme est évoquée pour plusieurs territoires, notamment dans les bailliages communs de Berne et Fribourg, où on l'accuse de jouer de son influence de manière indue lors des votations religieuses (dans les années 1550). À Lausanne, sa participation à la dispute de 1536, où il joue un rôle décisif dans l'adhésion de la ville à la Réforme est à comprendre comme une manière d'affirmer son autorité ministérielle et donc comme la construction d'une Église s'appuyant sur un corps pastoral institué. C'est à Lausanne qu'il exerce son ministère jusqu'en 1559 et que, dans les années 1550, il instaure l'assistance aux pauvres s'inscrivant dans le mouvement de réforme de l'assistance du XVI^e^ siècle. Lorsqu'il est en opposition

avec le Conseil de Berne, il cherche le soutien d'Heinrich Bullinger à Zurich, sans grand succès, même si ce dernier l'aide à développer l'Académie et lui confie les futurs pasteurs zurichois. De Lausanne, Viret se rend à Lyon, après un passage à Genève puis à Nîmes. Là, il multiplie les échanges polémiques par l'imprimé avec les jésuites, notamment Edmond Auger, montrant que désormais seuls les ecclésiastiques des deux camps sont légitimes pour parler de religion. Expulsé de Lyon en 1565, Viret sert différentes communautés en Languedoc, puis passe les dernières années de sa vie, de 1567 à 1571, en Béarn, où Jeanne d'Albret en fait une sorte d'inspecteur ecclésiastique. Mais l'historiographie a curieusement très peu retenu cet épisode, probablement parce que Viret a œuvré pour le développement de la Réforme, mais sans avoir créé le système presbytéro-synodal du pays ni fondé l'Académie de Lescar-Orthez. Même son lieu de sépulture est inconnu: sans doute à Orthez, mais on ne peut en être sûr.

Ce résumé montre la grande variété des apports du colloque. Toute nouvelle biographie de Viret (la dernière de Dominique-Antonio Troilodate de 2012) se devra d'en tenir compte. Il y a cent soixante ans, l'historien français Michelet écrivait, à propos de la Réforme: «D'elle-même elle était née partout». Mais pendant bien longtemps, on l'a trop réduite à Luther et Calvin, éventuellement Zwingli. On a désormais de bonnes raisons de souscrire à cette idée d'une naissance multiforme de la Réforme, et de faire de Viret un de ses acteurs majeurs.

Yves Krumenacker

AA.VV., *Abbayes, vie associative et tir à l'arc à Lausanne: XVIII^e au XX^e siècles*, Lausanne: Bibliothèque historique vaudoise, 2014, 292 p. (*BHV* 140).

À l'occasion du 200^e anniversaire de la construction du pavillon de l'Abbaye de l'Arc, la Bibliothèque historique vaudoise publie un ouvrage permettant de mieux connaître cet important acteur de la vie associative lausannoise. Plusieurs contributions éclairent les différentes activités de cette société, discrète et néanmoins encore bien vivante de nos jours.

La vocation première, l'exercice du tir, remonte à la fondation officielle de la Noble Abbaye de l'Arc en 1691. Elle n'est alors qu'une des innombrables sociétés vaudoises de tir évoquées en introduction par Gilbert Marion, qui naissent, se transforment ou disparaissent à un rythme soutenu depuis le début de l'époque bernoise.

Afin de mieux comprendre le rôle social joué par l'Abbaye de l'Arc, David Auberson et Olivier Meuwly dressent un tableau des divers cercles, clubs, sociétés ou loges maçonniques qui ont vu le jour aux XVIII^e et XIX^e siècles. Ces créations témoignent d'une vie lausannoise particulièrement dynamique. Elles répondent aussi bien à un besoin de délassement et de culture qu'à des préoccupations d'ordre moral, scientifique ou économique. Si le rôle politique de ces associations se développe après la Révolution, et si la composition de leurs membres se diversifie, on observe également des constantes héritées des salons du XVIII^e siècle, comme le désir d'appartenir à une certaine élite mais aussi l'engagement à défendre des valeurs que l'on juge adéquates pour la société en général. L'Abbaye de l'Arc fondée par les bonnes familles lausannoises de l'Ancien Régime, se situe dans la catégorie des associations conservatrices lors des troubles des années 1820-1840.

L'évolution de l'Abbaye de l'Arc jusqu'à nos jours est placée dans un contexte plus large à la fin du livre, par l'évocation des autres sociétés de tir à l'arc qui subsistent, à Vevey et à Morges, et par la présentation de la discipline sportive, qui se pratique encore de nos jours à Lausanne.

Le cœur de l'ouvrage est constitué par la contribution de Paul Bissegger qui relate par le menu la construction puis les transformations de l'édifice de 1814. Cette approche très concrète, qui s'appuie sur un dépouillement systématique des archives, fournit de précieux renseignements non seulement sur l'histoire du bâtiment mais encore sur son mode d'utilisation et sur la mentalité de ses utilisateurs. Signe de l'importance du rôle joué par un immeuble dans la vie d'une société, le Cercle littéraire et l'Abbaye de l'Arc, propriétaires de leurs locaux, sont les seules sociétés lausannoises à avoir perduré jusqu'à nos jours.

La nécessité pour l'Abbaye de l'Arc de posséder un local de réunion s'est fait sentir au début du XIXe siècle, période de relative aisance financière où l'on commence à inviter les abbayes sœurs pour des concours de tir. Parallèlement à l'achat d'un terrain à proximité du tirage originel en 1812, l'architecte Henri Perregaux, qui adhère alors à la société, présente un premier projet très monumental, inspiré des hôtels parisiens de la fin du XVIIIe siècle. En mars suivant, il produit deux nouveaux plans, plus en accord avec les ressources financières de la société et réduits à un péristyle abritant à son extrémité un local fermé. Ce programme minimum est finalement rejeté par le Conseil qui opte pour une construction plus prestigieuse, afin d'attirer un public plus varié que les seuls tireurs à l'arc et ainsi dynamiser la société. Le projet définitif de Perregaux, mis en œuvre en septembre 1813, revient à un édifice haut de deux niveaux et reprend quelques éléments d'un plan présenté peu avant par l'architecte amateur Jean-Siméon Descombes. Il se distingue notamment par la présence, dans la partie centrale, d'un portique à quatre colonnes délimitant un espace ouvert sur le jardin. Ce « péristyle », source de froid et d'humidité, sera rapidement fermé par des vitrages en 1835.

Les transformations ultérieures viseront à améliorer le confort et à adapter le bâtiment aux besoins des divers usagers. De nombreux groupements (militaires, politiques, culturels) sont en effet invités à partager les locaux, dans l'esprit des constructeurs de 1814. L'Abbaye elle-même y développe des activités autres que le tir, évolution qui se traduit par l'appellation « Cercle de l'Arc » apparaissant vers 1842. On se réunit désormais aussi en hiver. L'aspect convivial prend le pas sur l'exercice sportif. Le service hôtelier très simple des débuts se perfectionne, une salle de lecture prend place aux côtés d'une salle de jeu et d'un billard. Consciente de l'atout majeur que constitue la terrasse de Montbenon, la société aménage aussi le parc et le défend avec pugnacité contre les tentatives de le morceler. Elle résiste d'ailleurs aussi à la tentation d'exploiter la propriété selon des critères purement commerciaux, par exemple de reconstruire l'édifice sous la forme d'un immeuble de rapport.

Après avoir été le lieu de réunion le plus prisé de Lausanne durant près d'un siècle, l'Abbaye de l'Arc a ressenti le besoin d'ouvrir plus parcimonieusement ses portes. Elle reste néanmoins au service du bien public et de la culture, comme en témoigne la présente publication.

Monique Fontannaz

Hélène Massalska, *Mémoires d'une écolière à l'Abbaye-aux-Bois à Paris (1771-1779)*, Malgorzata Ewa Kowalczyk et André Locher (éds), Oron : Association pour la conservation du château d'Oron, 2014, 297 p.

Par quel mystère l'Association pour la conservation du château d'Oron en est-elle venue à publier les *Mémoires* de la princesse Hélène Massalska, aristocrate polonaise du XVIIIe siècle ? André Locher, président de l'Association, s'en explique dans son avant-propos. Le dernier propriétaire privé du château d'Oron, Adolphe Gaïffe, avait acheté vers 1880, en Ukraine, une partie de la bibliothèque de la princesse. Il avait ramené ces ouvrages à Oron. Parmi eux se trouvaient les *Mémoires* écrits par Hélène, en français, dans les années 1770. Ce manuscrit a ensuite disparu, pour être retrouvé dans un fonds d'archives aux Archives nationales de Pologne à Cracovie. Il a attiré l'attention d'une historienne, Malgorzata Ewa Kowalczyk, de l'Université de Wroclaw, qui a rédigé l'introduction et les notes de l'ouvrage. L'Association pour la conservation du château d'Oron en a permis la publication, dans une belle édition illustrée notamment de nombreux portraits de la mémorialiste, ainsi que de photographies du couvent de l'Abbaye-aux-Bois.

L'Introduction de Malgorzata Kowalczyk nous renseigne sur les origines, la personnalité et le destin d'Hélène Massalska et permet de la replacer dans son époque et dans sa situation sociale. Née en 1763, Apolline Hélène Massalska est la descendante d'une illustre et richissime famille de magnats lituaniens (à l'époque de sa naissance, la Lituanie et la Pologne sont réunies dans l'éphémère République des Deux Nations). La fillette perd ses deux parents alors qu'elle n'a que 18 mois : son oncle, évêque de Vilnius, devient

son tuteur. Impliqué dans une conspiration, l'évêque doit fuir le pays en hâte et emmène sa nièce à Paris où il arrive en 1771. Il fréquente le salon de M^me^ Geoffrin et celle-ci lui conseille de placer Hélène au couvent de l'Abbaye-aux-Bois. L'enfant y entre à l'automne 1771 (elle a 8 ans) et y restera jusqu'en 1779, date de son mariage (à 16 ans).

L'Abbaye-aux-Bois, monastère de religieuses cisterciennes soumis à l'autorité de l'abbé de Clairvaux, se trouvait à Paris dans le quartier Saint-Germain. Les religieuses y dirigeaient, au XVIII^e^ siècle, une prestigieuse école séculière pour filles : les élèves venaient des plus grandes familles de l'aristocratie française, ainsi que les moniales elles-mêmes. C'est ce monde clos, aux allures de gynécée, que la petite Hélène décrit dans ses charmants *Mémoires*. Elle ne donne pas de date précise quant à leur rédaction, mais celle-ci est contemporaine de son séjour à l'Abbaye-aux-Bois : elle a sans doute commencé relativement tôt à écrire « J'écrivais toute la journée mes mémoires, comme c'était la mode parmi les grandes demoiselles dans ce temps-là », (p. 117). Le premier cahier du manuscrit, qui en compte deux, se termine par la mention « Les présents mémoires terminés en ce jour de l'an 1775 par moi, Apolline Hélène, pensionnaire de la 2^e^ classe, dite ‹ blanche » (p. 154). Le second cahier ne comporte aucune date, il se termine abruptement comme si la mémorialiste n'avait plus envie d'écrire. On verra pourquoi.

La description de l'arrivée au couvent est vivante et drôle. Craignant de se voir moquée à cause de son français imparfait, la fillette se mure dans le silence et s'exprime par signes, jusqu'à ce qu'elle se hasarde à répondre à sa voisine de table pendant le repas. On s'écrie alors « La petite Polonaise parle le français ! » (p. 83). Dès son arrivée, Hélène se lie avec deux condisciples : M^lle^ de Montmorency, née en 1759, qui lui servira de « petite maman » jusqu'à son décès tragique en 1775, et surtout M^lle^ de Choiseul, son exacte contemporaine, avec laquelle elle noue une vive amitié. Les deux fillettes découvrent vite comment quitter leur chambre pendant la nuit et arpentent le couvent en faisant moult bêtises, par exemple en mettant de l'encre dans les bénitiers de la chapelle. Dans un registre plus grave, Hélène soutiendra son amie lorsqu'une autre pensionnaire lui jettera au visage que sa mère a été exilée dans un couvent de province à cause de son inconduite. « M^lle^ de Choiseul fit bonne contenance et dit : Non, ma mère vit en province parce que c'est son goût, du moins c'est ce qu'on m'a toujours dit. Mais si ce que vous dites est vrai, ce ne sera pas le plus beau trait de votre caractère de m'avoir éclairée là-dessus » (p. 164). On notera au passage la parfaite maîtrise de soi de cette adolescente, mais aussi le fait qu'elle ignore où se trouve sa mère et pourquoi. Il en est de même de la plupart des pensionnaires, qui n'ont que rarement, voire jamais, de contact avec leurs parents.

Les *Mémoires* décrivent avec vivacité la vie quotidienne au couvent, les classes, les jeux, les distractions qui sont nombreuses. Les 160 élèves sont réparties en trois groupes selon leur âge : les « rouges », les plus grandes, effectuent plusieurs semaines de travaux pratiques à la sacristie, au parloir, à l'apothicairerie, au réfectoire… Une sorte d'école ménagère en somme. Mais elles reçoivent aussi des cours de chant, de musique, de danse, de comédie. Hélène joue Rodrigue dans *Le Cid*, Joas dans *Athalie*, Esther dans la pièce éponyme ; elle note à ce sujet : « On nous dessina nos costumes d'après ceux de la Comédie Française. J'avais un habit blanc et argent, dont la jupe était toute, du haut en bas, agrafée en diamants, car j'en avais pour plus de cent mille écus… » (p. 227). Pendant le carnaval, des bals très courus ont lieu une fois par semaine au couvent. Le meilleur monde s'y presse. Évidemment les religieuses n'y assistent pas, mais elles sont « toujours au parloir » et sont très au fait de ce qui se passe à la ville et à la cour. Les familles engagent en effet très tôt des négociations matrimoniales et les jeunes filles « rouges » sont souvent mariées avant même leur sortie du couvent. C'est le cas de M^lle^ de Choiseul, l'amie d'Hélène, mariée en 1778 (elle a 15 ans) et ramenée au couvent sitôt après le mariage (pp. 203-204), et d'autres camarades d'Hélène encore.

Un incident rapporté par Hélène témoigne des luttes de pouvoir au sein du clergé. À l'occasion de la confirmation des élèves, l'archevêque de Paris se rend à l'Abbaye-aux-Bois et visite le couvent. Dans la bibliothèque, riche de trente mille volumes, il découvre des livres de Jansenius, de Pierre Nicole, de Pascal… Il ne fait aucun commentaire, mais envoie le lendemain des vicaires qui posent les scellés sur les armoires contenant les livres jansénistes. Protestation de l'abbesse et des religieuses, qui écrivent à l'abbé de Clairvaux, leur supérieur.

Celui-ci se plaint à l'archevêque et conteste sa juridiction : l'archevêque cède et fait lever les sceaux. « Peu après, M. l'Abbé de Clairvaux fit un immense envoi de vin de Bourgogne à la maison » conclut la mémorialiste avec malice (p. 115).

La mort est pourtant toujours présente dans ce petit monde frivole. Plusieurs religieuses, plusieurs élèves décèdent pendant le séjour d'Hélène. Sa « petite maman », M^lle^ de Montmorency, meurt à 16 ans. M^me^ de Rochechouart, la Maîtresse générale du couvent, la religieuse particulièrement aimée d'Hélène qui l'admire éperdument et la considère comme la mère qu'elle n'a pas connue, décède subitement après onze jours de maladie. C'est sur ce deuil, vivement ressenti, que se termine le manuscrit. Hélène écrit sobrement : « L'époque de la mort de M^me^ de Rochechouart fut la première fois que je désirai de sortir du couvent » (p. 257).

Ce texte constitue un témoignage de première main sur l'éducation des filles de l'aristocratie au XVIII^e^ siècle. Non seulement il est écrit par une élève de ces couvents que la littérature de l'époque évoque si souvent (on pense à la Sophie de Volanges des *Liaisons dangereuses*, par exemple), mais il est écrit pendant la scolarité de la mémorialiste, ce qui lui donne spontanéité, charme et cachet. C'est une petite fille, puis une adolescente qui écrit. Force est de reconnaître qu'elle a un grand don d'observation, servi par un style élégant. Il est heureux que ce texte ait pu être édité grâce à l'Association des amis du château d'Oron et à la ténacité de l'historienne polonaise qui a établi le texte, l'a abondamment annoté et a rédigé une savante introduction.

Lise Favre

Sandro Guzzi-Heeb, *Passions alpines : sexualité et pouvoirs dans les montagnes suisses (1700-1900)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014, 301 p.

L'histoire locale et régionale de la vallée de Bagnes s'enrichit d'une magnifique démonstration basée sur de nouvelles approches historiques mariant l'informatique et la constitution d'une impressionnante base de données généalogiques dont l'analyse statistique permet de croiser toutes ces informations avec des données relatives aux affiliations politiques des individus et de leurs familles aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles.
Un rapport évident se devine entre indiscipline sexuelle (mesurée par le nombre de naissances illégitimes) et l'opposition politique. Les groupes dissidents forment des réseaux denses basés sur des opinions politiques et des attitudes sexuelles communes. En d'autres termes, il semblerait que plus les habitants de la grande commune de Bagnes sont radicaux, laïcisés et émancipés de l'Église, plus ils semblent libérés de la morale traditionnelle. L'étude des relations entre comportement sexuel et orientations politiques, économiques et sociales, thème à la mode, a donné naissance à des théories fondées sur des visions macro-historiques exploitant des sources culturelles qui n'ont jamais été confrontées à des cas concrets, à l'épreuve du terrain. Sandro Guzzi-Heeb propose une analyse microhistorique appliquée à des populations valaisannes vivant dans un espace bien cadré en donnant la primeur au rôle des femmes qu'il considère comme déterminant dans les transformations économiques et sociales de cette vallée alpine durant deux siècles. Ses deux chapitres intitulés « Femmes, sexualité et innovation sociale au XVIII^e^ siècle » et « Sexe, politique et conflits sociaux au XIXe siècle » s'imposent par leur nouveauté et leurs renversements de perspectives en donnant au « sexe faible » la part qu'il mérite dans une analyse socioéconomique. Le primat des conditions économiques doit être nuancé en prenant en considération les idées politiques et religieuses de ces femmes (mères, sœurs, cousines, filles-mères, etc.) qui retrouvent leur place dans cette société alpine.

Ces nouvelles approches permettent de mieux comprendre la sexualité illicite en la corrélant avec les conflits politiques et idéologiques, les idées et les attitudes religieuses, la croissance démographique, les transformations de la famille et de la parenté, la commercialisation et la diversification de l'économie, la circulation monétaire et le travail salarié, la mobilité (immigration et émigration) et l'intégration ou l'exclusion sociale des enfants illégitimes. « À l'intérieur de cette configuration, les comportements sexuels ne doivent pas être vus simplement comme une variable dépendante : la pression exercée sur les familles par la

sexualité illicite, ainsi que les convictions religieuses et politiques, se révèlent être des facteurs d'évolution importants ».

Avec la même rigueur méthodologique et didactique, Sandro Guzzi-Heeb se penche sur les nombreux conflits locaux qui animent la vie politique du Val de Bagnes en focalisant son attention sur des acteurs trop souvent considérés comme mineurs par l'historiographie, soit les couches populaires formées de paysans, d'éleveurs, d'artisans, de petits marchands… et de leurs femmes qui participent activement aux luttes idéologiques et politiques de la région à travers un maillage serré, mais repérable, de réseaux familiaux. Le poids de l'Église sur les comportements et les idées, la prise de conscience des libertés individuelles, la défense des droits collectifs et de ceux touchant la propriété, sont au cœur des conflits qui divisent les communautés locales. « Les fronts sont influencés par l'opposition de groupes parentaux, mais les factions – et cela est fondamental – se structurent également autour d'idées et de valeurs partagées, qui façonnent les identités, les solidarités et les réseaux sociaux ». Les trajectoires familiales, les naissances légitimes et surtout illégitimes, véritable fil conducteur de ces démonstrations, les transactions foncières, les appartenances associatives sont scrutées dans chaque village. Les dimensions spatiales de toutes ces transformations mises en exergue laissent apparaître de nettes différences entre les hameaux sans toutefois mettre la commune de Bagnes au bord de l'éclatement contrairement à ce qui a pu se produire dans d'autres régions. « Comme au XVIII^e siècle, c'est la commune qui demeure l'espace de référence fondamental, c'est elle qui détermine les stratégies d'alliances, de coopération et les réseaux sociaux. C'est autour de la commune que se développent une forte identité et un sentiment d'appartenance ». La stabilité des réseaux de parenté et des réseaux sociaux contribue fortement au maintien d'une identité commune.

Pour Sandro Guzzi-Heeb, « le regard microhistorique permet d'intégrer des variables trop souvent négligées dans l'analyse sociale et politique. L'attitude par rapport à la morale catholique, à l'autre sexe, et la transmission de valeurs sociales, morales dans les groupes parentaux, deviennent des variables significatives et influentes. En d'autres termes : les conflits politiques, à plusieurs reprises violents, qui agitent la société valaisanne – comme le reste de l'Europe – au XIX^e siècle, ne sont pas dus uniquement à des idées politiques différentes, mais en partie aussi à des attitudes divergentes envers la famille, la sexualité, la religion et l'autre sexe. Les attitudes sexuelles apparaissent alors comme un élément central dans la formation de milieux sociopolitiques différents ».

Un des objectifs de cette recherche est atteint, soit réinsérer cette vallée alpine dans l'histoire et cesser de la considérer comme une zone marginale peuplée de gens arriérés. La richesse de la vie locale qui résulte de ces observations détaillées des sources sociales et politiques croisées avec les données généalogiques et corrélées à une analyse des réseaux, mérite attention ; ces nouvelles approches changent les perceptions des régions de montagne et remettent en cause les catégories de la tradition et de la modernité chargées de jugements de valeur et appliquées parfois à tort comme le démontre Sandro Guzzi-Heeb. L'histoire locale et régionale du Val de Bagnes reste à la mesure de l'homme et des femmes qui reviennent sur le devant de la scène. Elle prend tout son éclat quand elle est traitée avec méthode, rigueur, patience, imagination et empathie.

François Jequier

Blaise Extermann, *Une langue étrangère et nationale : histoire de l'enseignement de l'allemand en Suisse romande (1790-1940)*, Neuchâtel : Alphil, 2013, 479 p.

Comment l'allemand, encore balbutiant durant les premières décennies du XIX^e siècle, s'érigea-t-il en moins d'un siècle en une discipline scolaire fermement établie dans l'espace suisse romand ? Quelle part prirent les maîtres d'allemand à cette construction ? Interrogeant le rapport qu'entretinrent, au sein de cette évolution, la disciplinarisation de la matière scolaire d'une part et, d'autre part, la professionnalisation de ses enseignants, Blaise Extermann retrace l'histoire d'une discipline souvent qualifiée de « mal-aimée » en Suisse

romande, de l'Ancien Régime à la Seconde Guerre mondiale. L'imposante synthèse qui en résulte, tirée de la thèse de doctorat de l'auteur, se distancie d'une tradition historiographique attachée à la nette séparation des milieux académique et scolaire (où l'école adapterait servilement le « savoir expert » de référence), en revalorisant la liberté des enseignants et leur rôle dans l'élaboration de leur discipline. Procédant à une comparaison entre cantons romands, l'ouvrage comble une lacune dans l'historiographie, déjà riche du côté de la France (voir notamment M. Espagne et M. Werner, M. Mombert, J. Brethomé, E. Rothmund); il a en effet le mérite de décloisonner un objet de recherche jusqu'ici circonscrit en Suisse aux frontières cantonales, et qui, de par sa nature même, représente un terrain fécond pour l'étude des transferts culturels entre régions germanophones et francophones au XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle.

Pour aborder un questionnement aussi vaste, Blaise Extermann a dépouillé un *corpus* de sources important: lois scolaires, comptes rendus des Conseils d'État cantonaux et Bulletins des différents organes législatifs, procès-verbaux (de conférences des maîtres et de diverses commissions), rapports et correspondances, mais aussi les programmes des cours d'allemand de 1839 à 1940 pour les écoles secondaires étudiées (l'auteur les a recensés dans une base de données forte de 2400 fiches), et autres journaux, mémoires, pamphlets ou essais sur l'enseignement des langues vivantes. L'auteur a ainsi identifié, grâce à leurs candidatures ou à des articles nécrologiques, 638 professeurs qui enseignèrent l'allemand durant la période étudiée en Suisse romande. L'ouvrage est structuré en trois parties: tout d'abord, les professeurs d'allemand en regard du développement de l'allemand langue étrangère à l'école (partie chronologique, de 1790-1940), puis leur formation professionnelle et l'évolution de l'allemand et de la pédagogie dans le milieu académique et, enfin, la construction de l'allemand comme discipline.

Identifiant dans la première partie trois périodes principales, l'auteur retrace le parcours de l'allemand qui se situe d'abord « au seuil » de l'école avec des échanges linguistiques et se limitant à l'enseignement privé (1790-1840), avant de rejoindre les plans d'études sous l'impulsion notamment des communautés germanophones de Suisse romande et des radicaux. Surtout allemands, puis alémaniques, les maîtres seront francophones dès 1890. À compter de cette date, l'allemand s'installe d'ailleurs comme discipline et l'enseignement de cette langue s'érige en profession faisant l'objet d'un enseignement pédagogique spécifique. L'auteur montre surtout le contexte dans lequel évolue l'allemand langue étrangère, enjeu de taille au sein des ruptures politiques successives qui menacent l'unité nationale; il tient compte notamment de l'évolution de la dialectologie (et de la question du suisse allemand) ou des débats pédagogiques auxquels participent les maîtres (entre méthode directe, axée sur la maîtrise écrite et orale de la langue et méthode grammaticale, tournée vers la culture écrite et la traduction héritée des langues anciennes), et montre efficacement l'implication des maîtres (auteurs de manuels scolaires) dans la construction de leur discipline.

La deuxième partie ouvre la perspective sur l'évolution des disciplines académiques « de référence » (la *Germanistik* et les sciences de l'éducation), problématisant les rapports multidirectionnels entre université et école secondaire via les axes de la disciplinarisation et la professionnalisation: la profession se développe et recourt (c'est là une « seconde » disciplinarisation) toujours plus aux disciplines académiques. Quant à la *Germanistik*, Blaise Extermann montre que si l'enseignement de l'allemand n'en tire pas ses origines, celle-ci nourrit la profession de maître d'allemand, qui, à son tour, confère une légitimité à l'existence de la discipline académique. La troisième partie de l'ouvrage se situe en continuité, puisqu'elle analyse les domaines de la didactique de l'allemand que sont l'expression orale, la grammaire et la littérature, postulant notamment un renouveau de la culture écrite durant la seconde partie du XIX^{e} siècle dans lequel les livres de lecture et les chrestomathies ont la part belle. L'ouvrage est enfin enrichi de portraits de groupes d'enseignants rassemblés sous un thème commun: les réfugiés allemands enseignants, ou encore la profession des premiers maîtres d'allemand, « ecclésiastiques, chantres et scientifiques ».

Ambitionnant une histoire institutionnelle totale, sur un siècle et demi, *Une langue étrangère et nationale* n'évite pas quelques écueils. Celui, pour commencer, d'une longue présentation de tendances générales, certes non dénuée de finesse, mais qui s'appuie paradoxalement sur la référence à d'innombrables professeurs et

acteurs divers, notamment sous la forme de ces «portraits collectifs caractéristiques pour les différentes périodes et pour les thèmes abordés». Paraissant mis côte à côte principalement pour apporter leur pierre à la construction d'un édifice ordonné et cohérent, ces acteurs historiques peinent à faire entendre leur voix. On regrettera en outre que les problématiques des deux dernières parties soient présentées en regard de la seule institution scolaire, ce qui les déconnecte du contexte politique et social plus large; par exemple, pour l'analyse des programmes d'allemand, on aurait aimé connaître les débats politiques autour des manuels. Enfin, l'analyse des transferts culturels, axée principalement sur l'impact des idées pédagogiques allemandes en Suisse, aurait pu être mieux explicitée: selon quelles modalités les auteurs suisses adaptent le modèle allemand), quelle est l'influence de l'espace français? Le fondement scientifique du choix de l'allemand (plutôt que celui d'une autre discipline) aurait également mérité un commentaire.

Ceci dit, lorsqu'il s'offre la possibilité d'approfondir les points de vue, l'auteur produit de très belles pages, par exemple sur la crise de 1918 à Genève. Initiée par les étudiants inspirés par les nouveaux élans de la pédagogie qui se développent sous la houlette d'Édouard Claparède et dans le milieu enseignant du professeur de pédagogie Albert Malche, cette crise voit des positions taxées d'intellectualistes ou d'encyclopédistes, alors que les étudiants critiquent à grand renfort de pamphlets un enseignement superficiel de l'allemand se cantonnant aux noms des poètes importants. Les portraits aussi fournissent, ici et là, une analyse fouillée et passionnante (comme c'est le cas pour des femmes enseignantes, dont l'auteur montre avec subtilité la participation à l'élaboration du savoir des maîtres d'allemand, longtemps axé pour l'enseignement féminin sur son seul utilitarisme). La troisième partie est à cet égard la plus réussie: outre la présentation d'une analyse quantitative détaillée des programmes scolaires, elle interroge les sources sous des angles novateurs et originaux, comme en témoigne l'analyse du débat sur l'écriture gothique dont l'importance jusqu'ici sous-estimée illustre la complexité, pour l'auteur, de la lente construction d'une discipline scolaire. Ainsi, avec ce riche ouvrage, s'appuyant sur une documentation immense et bien maîtrisée, Blaise Extermann fournit également des pistes fructueuses pour de futurs travaux sur l'enseignement de l'allemand langue étrangère, et notamment concernant les pratiques scolaires, encore méconnues.

Nathalie Dahn

Marc Gigase, Cédric Humair, Laurent Tissot, *Le tourisme comme facteur de transformations économiques, techniques et sociales (XIX^e^-XX^e^ siècles)*, Neuchâtel: Alphil, 2014, 354 p.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, les historiens ont longtemps largement ignoré le rôle joué par le tourisme dans le développement des sociétés contemporaines. Un groupe de chercheurs de l'Université de Lausanne, conduit par Cédric Humair, a comblé ce vide pour l'Arc lémanique, région touristique pionnière en Europe. Dans le cadre d'une recherche de longue haleine, outre l'analyse des facteurs inhérents à la *success story* lémanique, les historiens ont aussi étudié les effets du tourisme sur l'économie régionale. Cette recherche, qui a donné lieu à une première publication (voir compte rendu suivant dans le présent volume), a soulevé de nouvelles questions. Constatant l'impact majeur du tourisme sur l'Arc lémanique, les chercheurs ont interrogé la portée d'un tel exemple. Il était alors nécessaire de comparer les évolutions économiques, sociales et techniques induites par le tourisme. Un colloque international organisé à Lausanne, en novembre 2011, a répondu à cette démarche et a débouché sur l'ouvrage susmentionné dont le présent compte rendu a déjà été fait, en anglais, dans le *Journal of Tourism History* (vol. 6, 2-3, 2014, pp. 258-262)

Dans une première contribution introductive, les chercheurs lausannois, Cédric Humair, Marc Gigase, Julie Lapointe Guigoz et Stefano Sulmoni évoquent les effets sur l'économie régionale de l'extraordinaire essor touristique de l'Arc lémanique entre 1852 et 1914. Les dépenses considérables effectuées par les touristes irriguent l'ensemble des secteurs. Ce pouvoir d'achat importé contribue en particulier au développement d'industries produisant des biens consommation de luxe, comme le chocolat. Quant aux gigantesques

investissements réalisés en lien avec le tourisme par des entreprises ou des collectivités publiques, ils profitent aux différents acteurs du bâtiment ainsi qu'à nombre de fabricants d'équipements techniques. Moteur d'industrialisation, le tourisme favorise aussi l'épanouissement de la place financière lémanique, à laquelle elle offre des possibilités de placement et procure une riche clientèle d'affaires. Véritable *leading sector* de l'économie lémanique, le tourisme impulse, de manière plus large, un processus de modernisation technique dans la région, non sans susciter parfois certaines oppositions. La création de réseaux de distribution d'eau et d'électricité ou encore de systèmes d'égouts performants est ainsi directement liée à l'essor du tourisme.

La première section de l'ouvrage est consacrée aux impacts socioéconomiques du tourisme. John K. Walton montre que son essor, loin d'être une simple conséquence de la Révolution industrielle, participe de façon organique à ce processus. Le cas du fabricant de ski Rossignol, étudié par Anne Dalmasso et Régis Boulat, atteste l'importance des pratiques touristiques en tant que moteur d'innovation et de production industrielle. Quant à Annunziata Berrino et Ewa Kawamura, qui traitent de la Campanie, elles décrivent comment l'émergence d'une industrie lourde redéfinit la géographie touristique de la région. D'autres contributions se focalisent sur des régions périphériques. Johan Vincent, pour la Bretagne, et Mari Carmen Rodríguez, pour Saint-Jacques de Compostelle, soulignent tous deux que le processus de touristification, quelque profitable qu'il soit du point de vue économique, constitue une source de tensions entre touristes et locaux, et induisent des redéfinitions identitaires et territoriales. Enfin, étudiant le cas du canton de Villard-de-Lans, dans le massif du Vercors, Gilles Della-Vedova insiste sur les réseaux locaux à l'œuvre dans le développement touristique, qui n'est, somme toute, qu'une des modalités évolutives du monde rural.

La deuxième section explore l'influence du tourisme sur la modernisation technique. Celle-ci est particulièrement perceptible dans le domaine des transports. Dans sa contribution, Richard Gassan (†) explique dans quelle mesure le succès, lié au tourisme, de deux lignes de chemin de fer pionnières des États-Unis, a encouragé le développement ferroviaire. Bernd Kreuzer, qui s'intéresse au Salzkammergut, y constate la même relation entre tourisme et modernisation que sur l'Arc lémanique et sur la Côte d'Azur. En ce qui concerne l'hébergement, Alexandre Tessier démontre encore une fois, à la lumière de l'exemple parisien, que les hôtels de luxe sont un lieu d'élection et un moteur de l'innovation technologique: moderniser constitue pour ce type d'établissement une condition de survie dans ce segment de marché. Enfin, comme le démontrent les contributions de Françoise Breuillaud-Sottas et de Piergiuseppe Esposito, le tourisme stimule le développement des infrastructures sanitaires et médicales. Ainsi, à Évian, la présence des voyageurs conduit à l'amélioration du système d'évacuation des eaux usées, tandis que sur l'Arc lémanique l'essor du tourisme médico-sanitaire pousse les institutions médicales à être à la pointe du progrès technique.

La troisième et dernière section de l'ouvrage dépasse le cadre de la première recherche en abordant les impacts socioculturels du tourisme. La contribution de Philippe Duhamel met en évidence son rôle en tant que moteur d'urbanisation. Pour sa part, Anne-Marie Granet-Abisset dissèque les effets de la présence de saisonniers dans les stations alpines. Quant à Valérie Lathion, elle montre comment les actions philanthropiques menées par les alpinistes anglais en faveur des proches des guides décédés en montagne ont finalement débouché sur la création d'assurances accidents. De son côté, Sylvain Pattieu s'intéresse à une organisation promotrice de tourisme social, détenue par la Confédération générale du travail, principal syndicat français. Il met en évidence la tension entre une logique militante et une logique professionnelle et commerciale, qui finit par prévaloir. L'ouvrage se clôt sur deux études consacrées au tourisme automobile. Étienne Faugier souligne que les évolutions structurelles commencées au Québec par ce type de tourisme causent de profondes mutations culturelles, parfois combattues par les habitants. Quant à Catherine Bertho Lavenir, elle met en exergue l'émergence d'une culture propre au tourisme automobile, qui redéfinit notamment la perception de l'espace européen.

L'ouvrage issu du colloque de 2011 est une importante contribution à l'histoire du tourisme. Le cas de l'Arc lémanique, dont l'analyse ouvre de nouvelles pistes de réflexion, notamment en ce qui concerne le lien entre tourisme et modernité technique, constitue un excellent point de comparaison. Et les différentes

contributions, judicieusement agencées, témoignent de la fertilité du questionnement. De manière générale, l'ouvrage est la preuve qu'une approche transnationale du tourisme doit s'appuyer sur des études de cas bien documentées. Il remplit pleinement le but que s'étaient fixé les organisateurs du colloque, à savoir réhabiliter le rôle joué par le tourisme dans l'évolution des sociétés contemporaines.

Mathieu Narindal

Cédric Humair, Julie Lapointe Guigoz, Stefano Sulmoni, Marc Gigase, *Système touristique et culture technique dans l'arc lémanique. Analyse d'une success story et de ses effets sur l'économie régionale (1852-1914)*, Neuchâtel: Alphil, 2014, 464 p.

En 1925, Gide relève dans son *Voyage au Congo* «les chutes de la M'Bali, si l'on était en Suisse, d'énormes hôtels se seraient élevés tout autour». Dans *L'architecte et le paysage* (1943), Ramuz brocarde à son tour l'industrie des étrangers et la quête effrénée de profit: «Ce que [les hôtes étrangers] exigent, outre des draps fins, un service soigné (…), c'est de quoi remplir leur journée de manière à n'y laisser aucune fissure par où l'ennui qui toujours les menace puisse s'y glisser. Ils ont besoin de disposer d'excellents tennis, de moyens de transport commodes (…), d'un golf avec beaucoup de trous, d'un orchestre pour danser, et de pouvoir justement en fin de journée (…) hasarder une petite fortune sur une table de jeu.»

Quoique situés en dehors de la période étudiée, ces propos mettent en valeur la synthèse finale de l'équipe réunie autour de Cédric Humair, qui, après avoir constitué une imposante base de données (quelque 1300 acteurs individuels et 750 sociétés), s'est proposé de renouveler l'histoire du tourisme en développant une circularité des approches technique, sociologique et économique. S'interrogeant sur les raisons de la *success story* de ce secteur dans l'arc lémanique – de l'apparition du chemin de fer à la Grande Guerre – et s'intéressant à ses retombées sur l'économie en général, les auteurs rejoignent partiellement les deux écrivains précités en imputant la première à la qualité de l'offre, et à sa capacité à suivre ou accompagner la mode et la demande d'une clientèle de luxe, via la maîtrise du processus de modernisation et la foi dans l'innovation. Dans la lignée des travaux de M. Agulhon ou de H. U. Jost, l'importance de la sociabilité locale et régionale – déclinée ici en termes bancaires, techniques ou politiques – explique également cette Belle Époque, si justement nommée en l'occurrence. L'étude réévalue par ailleurs le regard de l'historiographie traditionnelle sur l'industrialisation de l'aire géographique concernée, faisant du tourisme son *leading sector*.

Une chronologie plus fine s'impose toutefois qui permet de saisir une transformation et une différentiation de plus en plus poussées. Si Genève tient le haut du pavé (Chamonix, porte de l'Italie) jusque dans les années 1870, le percement du Gothard et sa mise à l'écart du Paris-Lyon-Marseille changent passablement la donne. Évian doit attendre le rattachement à la France pour connaître un essor centré sur le thermalisme, les eaux minérales et les jeux d'argent. Lausanne (formation et santé), comme la région Vevey-Montreux (tourisme d'altitude), connaissent pour leur part un vrai boom en lien avec les travaux de la ligne du Simplon. D'autre part, la Grande Dépression se signale par une concentration du capital et une cartellisation (sociétés hôtelières, sociétés de développement compagnies de transport) visant à mieux encadrer la concurrence ou améliorer la stratégie publicitaire.

L'union fait la force lorsqu'il s'agit de mobiliser les capitaux, s'organiser à l'échelon rhodanien pour le Simplon ou suivre la culture positiviste. L'interaction entre sphères financière, technique, touristique et politique se manifeste en observant la composition des conseils d'administration de différentes sociétés ou institutions. Des banquiers se muent en promoteurs touristiques, cependant que la Bourse de Lausanne se spécialise dans le placement de produits touristiques. La création de l'EPFZ puis de l'École d'ingénieurs de Lausanne offre des débouchés indigènes aux techniciens, qui alimentent en retour le pays en compétences spécifiques, diffusées par l'intermédiaire de revues. Une typologie des acteurs centraux distingue ingénieurs (Guillaume-Henri Dufour) banquiers (Marc Morel-Marcel, Émile-Bory-Hollard), politiciens (Gustave Ador,

Édouard Dapples), commerçants (Jean-Jacques Mercier, Jules Pflüger), rentiers (Édouard Sandoz) ou médecins. L'hôtelier montreusien Alexandre Emery, actif également à Paris et dans le sud de la France se voit affublé de « produit le plus exceptionnel » du système touristique, illustrant le passage du capitalisme manchestérien à un capitalisme organisé.

Funiculaire, tramways, chemins de fer, à crémaillère et/ou électrifiés, telle la flotte de la CGN, hôtellerie, rien n'échappe à la double demande de standards élevés de la clientèle, mélange de goûts français pour l'apparat et anglais pour le *confort* pratique. Attestée par l'installation d'ascenseurs, du téléphone, du chauffage, de sanitaires et de l'eau courante à chaque étage sinon dans chaque chambre des palaces, la facilitation de la mobilité de la clientèle (acquisition de véhicules motorisés, raccordement aux transports publics), la modernité gagne aussi les loisirs et la fascination du sport-spectacle. Meetings aériens, courses automobiles, voyages en ballon, les éléments naturels (air, eau, montagne) ne suffisent plus. De son côté, l'affiche joue sur la spécificité de la topographie helvétique, qui magnifie la conquête technico-triomphale de territoires jusque-là hors d'atteinte.

L'intensité des investissements (plus de 1,5 milliard de nos francs de 1900 à 1914) n'empêche pas de juteux retours. La Société immobilière d'Ouchy distribue un dividende croissant de 3 à 30 % entre 1889 et 1913, alors que la Société du Grand Hôtel de Territet (Ami Chessex) octroie un 10 % constant sur la période. À l'inverse, la SA Champel Beau-Séjour ne dégage plus de profit dès la fin du XIX^{e} siècle. Cette période globale de surchauffe économique comporte d'autres zones d'ombre : aux accidents et leur acceptabilité sociale, inhérents au progrès (réservoir de Sonzier en 1888, chaudière du *Mont-Blanc* en 1892) s'ajoutent les résistances culturelles, qui parlent de « malheur national ». Daudet aussi joue la partition antimoderne : « Pas un coin qui ne soit truqué, machiné. » La branche elle-même invite à la prudence qui souligne la nécessité de modérer investissements et concurrence, de manière à préserver la poule aux œufs d'or.

Quoique difficile à quantifier, le tourisme irrigue une grande partie de l'économie : diversification des Ateliers mécaniques de Vevey (charpentes métalliques) ou de Piccard-Pictet (chauffage, ascenseurs), substantielles retombées pour l'Hôpital cantonal vaudois (rayons X), consommation d'articles de luxe et explosion de l'exportation de chocolat (un tiers part en Grande-Bretagne) ou de l'eau en bouteille évianaise. L'ouvrage ouvre enfin des perspectives stimulantes au niveau de l'émergence de la place financière helvétique et romande, et sa spécialisation sur la gestion de fortune. L'afflux de capitaux étrangers stimule-t-il le secteur, ou au contraire la disponibilité de livres sterling (puisque, selon un rapport de la Société de développement de Lausanne de 1912, « on vient de partout pour vivre en paix, à l'abri des vents, des brouillards et des impôts ») permet-elle le *take-off* touristique de céans ? Les banquiers privés Bugnion et Galland n'hésitent en aucun cas à se muer en agents de voyages *select*. La question demeure ouverte quant à une dynamique exogène ou endogène, et mieux vaut retenir l'idée d'un système fortement capitalisé à la veille du conflit mondial, et actif bien au-delà du canton (Chablais, Valais, Oberland bernois, France).

Dense et fouillée, l'étude gagnerait à une comparaison avec d'autres pôles phares (Interlaken, Lucerne), et au fil de l'exposé se recroqueville sur le binôme Lausanne/Riviera, alors que son titre invite au décloisonnement « nationaliste ». On regrettera aussi l'absence d'iconographie (que ne préfigurait pas la couverture), que ce soit en termes d'affiches (le texte évoque pourtant le développement des arts graphiques) ou d'illustrations des avancées techniques et matérielles.

Grégoire Gonin

Fritz von Osterhausen (réd.), Frédéric Piguet, Estelle Hofer (éds), *Louis Élisée Piguet : six générations d'horlogers de la Vallée de Joux*, L'Orient : Imprimerie Baudat, 2014, 178 p.

C'est une très belle publication, une de plus, sur l'histoire d'une dynastie d'horlogers au savoir-faire et à la longévité exceptionnels. La famille des horlogers Piguet a connu six générations continues d'horlogers avant

que l'enseigne Frédéric Piguet SA soit intégrée dans la société Blancpain SA, en 2008. Ses représentants ont produit des montres parmi les plus compliquées et les plus plates au monde qui appartiennent à l'histoire et au patrimoine de l'horlogerie. Le livre est à la fois le récit de l'horlogerie dans la Vallée de Joux autour des pionniers du XVIII^e siècle qui ont fait de cette région « le centre de l'industrie horlogère suisse » (« Petite histoire de l'horlogerie en Suisse et dans la Vallée de Joux »): Samuel-Olivier Meylan, Pierre-Henri Golay, Abraham-Samuel Meylan et Benjamin Golay; l'histoire des vieilles familles qui ont sédentarisé la production de la montre dans les différents villages de La Vallée (« Les précurseurs »): Aubert, Audemars, Capt, Golay, Guignard, LeCoultre, Meylan, Reymond et Rochat. Parmi celles-ci, la famille Piguet, provenant du hameau « Piguet-Dessus », se consacre à la fabrication de montres: la lignée prend naissance avec les deux enfants de Jacques Piguet (1720-1809), paysan horloger: Abraham-Daniel, l'aîné (1746-1833), et Samuel, le cadet (né en 1757). Elle se poursuit avec Louis Élisée Piguet (1836-1924), un des deux fils de Jean Michel Étienne (1800-1859), premier membre de la famille à quitter la double activité de paysan horloger, pour ne se vouer qu'à l'horlogerie. La personne à l'origine de l'ouvrage Jacques Frédéric Piguet représente la 6^e génération de la famille Piguet; il succède à son père Frédéric (1906-2001), lui-même fils d'Henri Louis (1867-1931), et petit-fils de Louis Élisée. Il reste le directeur de Frédéric Piguet SA jusqu'en 1995, avant de céder l'entreprise au SwatchGroup.

« Le livre est avant tout un témoignage à la mémoire de mes ancêtres qui ont œuvré à l'ombre des marques commercialisant leurs mouvements. » L'ouvrage a paru d'abord en allemand, il a été traduit en français pour être édité en 2014 avec des compléments documentaires. Il fait la part belle à Louis Élisée Piguet (pp. 30-104) dont on suit la vie rude et l'essor commercial de la manufacture au travers de la fabrication de montres de luxe compliquées et ultra-compliquées. Il passe en revue les différentes inventions de Louis E. Piguet, à l'aide de nombreuses illustrations techniques et de photographies d'exemplaires qui démontrent l'esprit inventif et le travail inlassable de leur auteur pour les faire breveter et commercialiser. Ses successeurs vont se spécialiser dans les mouvements particulièrement plats et dans la fabrication d'ébauches, avec, à chaque génération, des innovations (mécanisme multifonctionnel, « mécanisme de remontoir et de mise à l'heure », « indicateur de temps avec guichet mobile des heures », « disposition de deux paires d'aiguilles sur un axe commun », « mouvement automatique à rotor central excentré »).

Les annexes sont d'une grande qualité informative: « Mouvements développés par l'entreprise Frédéric Piguet SA durant la période d'activité de Jacques Piguet »; « Relevé des maisons qui ont été livrées par Louis Élisée Piguet au tournant du siècle »; « Mouvements de montres de poche livrés par Louis Élisée Piguet à Patek Phlippe & Co. depuis 1893 »; « Liste des montres compliquées, des grandes complications et des extra-compliquées fabriquées entre 1883 et 1914 »; « Répertoire des calibres plus petit que 15 lignes classés par genre »; « Fabricants d'horlogers établis à la Vallée de Joux en 1895 »; « Glossaire de la terminologie technique ». Le tout est soutenu par une illustration de grande qualité, une mise en page soignée ainsi qu'une bibliographie de référence. La publication se clôt par un arbre généalogique complet des horlogers Piguet et alliés. Si elle offre un bel écrin à une aventure horlogère exceptionnelle, elle veille à être précise et documentée sur chaque étape. C'est de la belle ouvrage, aux qualités scientifiques remarquables dont les Archives cantonales vaudoises sont dépositaires de la plus grande partie des archives, depuis le 30 octobre 2008 (ACV, PP 903).

Gilbert Coutaz

Pierre-Yves Donzé, *Rattraper et dépasser la Suisse. Histoire de l'industrie horlogère japonaise de 1850 à nos jours*, Neuchâtel: Alphil, 2014, 506 p.

Une lacune importante vient d'être comblée. L'horlogerie japonaise a peu retenu l'attention des chercheurs. Excepté quelques publications à caractère généraliste ou des travaux centrés sur l'émergence des montres à

quartz, le Japon est le grand absent de l'histoire de l'horlogerie malgré son ancienneté. Les difficultés d'accès aux sources expliquent ce désintérêt des historiens occidentaux et le fait que l'industrie horlogère japonaise n'est qu'un acteur mineur en regard des géants que sont les industries textile, automobile, électronique, sidérurgique ou des machines-outils, fleurons de l'histoire industrielle nippone.

Pierre-Yves Donzé, professeur associé et chercheur à l'Université de Kyoto, auteur de nombreux livres et articles touchant l'histoire horlogère suisse faisant autorité, brosse un tableau impressionnant des circonstances de l'apparition, du développement et de l'affirmation surprenante de ce nouvel acteur qui ébranla la domination de l'horlogerie suisse dès les années 1960. Sa familiarité avec l'histoire industrielle, ses modèles théoriques, celle des technologies, sa maîtrise de la langue japonaise et des arcanes des industries horlogères internationales, lui permettent d'appréhender l'essor industriel de l'horlogerie japonaise en suivant une double logique chronologique et thématique « visant à montrer comment une industrie de substitution aux importations parvint à se mettre en place » avant de connaître une croissance exceptionnelle qui lui donnera l'occasion de s'imposer dans le secteur horloger mondial.

La première partie (naissance d'une industrie 1850-1945) examine les circonstances et les conditions de la fabrication d'horloges et de montres au Japon et les raisons de la prééminence des montres sur les horloges au prix de lents tâtonnements, de copies de montres suisses, de succès techniques suivis d'échecs entrepreneuriaux pour arriver finalement à mettre au point la production en masse de montres de qualité qui s'avère déterminante. Cette performance de l'industrie horlogère japonaise sera appelée à s'imposer sur le marché mondial une vingtaine d'années après la reddition du Japon atomisé en 1945. Trois thèmes majeurs structurent la démonstration : les enjeux technologiques, commerciaux et organisationnels, soit la manière dont les entreprises sont gérées, forment le fil rouge de cette magnifique synthèse. Ces trois thèmes sont abordés, d'abord pour l'ensemble du secteur horloger avant d'être analysés au niveau de l'entreprise. L'acquisition de pièces suisses destinées à être copiées, parfois améliorées, s'impose comme vital pour les fabricants japonais qui ne reculent devant aucun obstacle pour se les procurer. L'importance accordée à la formation mérite d'être soulignée, les universités techniques se mettent au service de l'industrie sans état d'âme.

En fin connaisseur, Pierre-Yves Donzé analyse la réaction des milieux horlogers suisses face à la naissance d'un concurrent lointain jugé peu fiable. Les remarques condescendantes restent superficielles et l'absence d'approche rationnelle laisse songeur, à l'exception des rapports d'Aristide Racine qui visita quelques fabriques en 1958.

L'analyse détaillée des principales entreprises horlogères japonaises montre bien, à travers ces études de cas, comment ces enjeux furent appliqués sur le terrain. Le rôle de l'État se mesure par une politique douanière protectionniste, le soin apporté à la formation des ingénieurs et un réel soutien à toute initiative favorable au tissu industriel. La stratégie financière de la famille Hattori, leader du secteur horloger, est basée sur un autofinancement systématique, facilité par une belle rentabilité des capitaux investis, dans le but affirmé de se passer de crédits bancaires, gage d'indépendance. La création de réseaux, une stratégie matrimoniale exemplaire (le fondateur de la dynastie aura trois fils et onze filles) et une vision à long terme, fondée sur une morale sans concession, qui aurait enchanté Max Weber, expliquent la solidité du groupe Hattori. La fabrication d'armes et de munitions a joué un rôle important durant les années 1930 comme ce fut le cas en Suisse durant les deux guerres mondiales. Les neuf années de guerre que traverse le Japon de 1931 à 1945 font l'objet d'un examen minutieux qui laisse apparaître que les institutions mises en place par l'État au cours des années 1930 pour assurer l'indépendance industrielle du pays et permettre le passage à une économie de guerre vont survivre au conflit. Toutes les entreprises horlogères sont reconverties, en partie, dès 1935, dans la fabrication de munitions et d'armement ; mais elles n'abandonnent pas l'horlogerie en poursuivant la fourniture de montres pour les troupes. Cette réorientation de la production entraîne une croissance importante dans les volumes qui nécessite diverses restructurations à tous les niveaux pour en arriver à une autonomisation de la production de montres. Citizen Watch, pour sa part, va tirer parti de la production en masse de munitions pour mettre au point de nouvelles machines-outils, qui deviendront l'une des grandes spécialités

de l'entreprise après 1945. La chronométrie de marine fait l'objet de soins attentifs vu son intérêt pour un pays insulaire. Toutes ces recherches de produits et de nouvelles technologies favoriseront le développement de l'horlogerie japonaise après 1945 qui les adaptera dès le retour d'une production civile sous contrôle américain.

La seconde partie couvre la période 1945-1985, son titre « la conquête du monde » n'est pas usurpé. Les trois thèmes majeurs sont repris à travers des études de cas bien insérées dans l'histoire industrielle du Japon. Les entreprises japonaises se concentrent sur un nombre limité de calibres produits en masse alors que les horlogers suisses mettent sur le marché des centaines de types de montres ; cette offre pléthorique ne permettant pas de rationaliser la production comme c'est le cas aussi dans la recherche technique en Suisse. Les expériences de production en série des armements vont être transférées à l'industrie horlogère, facilitant l'émergence de la montre à quartz issue de ces nouvelles technologies. Elles vont changer en profondeur les règles du jeu et les rapports de force du monde horloger au début des années 1970, période noire de l'industrie horlogère suisse qui va traverser une crise d'une rare ampleur.

Notons que les Suisses maîtrisaient, eux aussi, ces nouvelles technologies du quartz, mais, vu la structure éclatée de l'industrie horlogère suisse, ils se montrèrent incapables de transformer cette innovation en un produit commercialisable à large échelle. La Swatch ne relèvera ce défi qu'une quinzaine d'années plus tard. La « révolution du quartz » permit aux Japonais de multiplier par dix le volume de leur production entre 1975 et 1990. Mais le succès des montres à quartz doit être relativisé, car ce sont bel et bien les montres mécaniques de qualité produites en masse qui permettent au Japon de s'imposer sur le marché mondial, comme les statistiques le démontrent. Trente ans après la guerre, les entreprises horlogères nippones sont devenues des sociétés compétitives qui ne craignent plus la concurrence étrangère. Elles vont commencer à délocaliser leur production vers des pays à bas salaires du Sud-Est asiatique en empruntant ainsi le chemin de la division internationale du travail.

La troisième et dernière partie, plus courte, survole les années 1985-2014 en présentant les « nouvelles » stratégies des horlogers japonais confrontés à des conditions de plus en plus dures de la concurrence mondiale, qu'ils peineront à assumer après le triomphe des années 1980. La fin de leur hégémonie serait due, en partie, à leur quête obsessionnelle de nouveaux produits, à la prééminence de la technique au détriment des marchés de plus en plus orientés vers les marques et le design. Les horlogers suisses se sont repositionnés vers le luxe en pariant sur un marketing agressif que les techniciens nourrissent en créant des montres appropriées à ces nouveaux créneaux ; le bas de gamme électronique n'étant pas abandonné grâce à la créativité du groupe Swatch (voir Pierre-Yves Donzé, *Histoire du Swatch group*, Neuchâtel : Alphil, 2012).

Cet essai de synthèse, basé sur une documentation originale, difficile d'accès, remarquablement mise en perspective, aide à mieux comprendre l'imbrication des différents facteurs technologiques, institutionnels, politiques, commerciaux, organisationnels, financiers et même spatiaux à l'origine du miracle japonais qui semble s'essouffler depuis. L'avenir confirmera ou infirmera cette hypothèse. *Wait and see*…

François Jequier

Simon Leresche, *L'épopée touristique de Ballaigues 1870-1954*, Sainte-Croix : Mon Village, 2013, 193 p.

Depuis quelques années, l'histoire du tourisme a le vent en poupe en Suisse romande. Sous l'impulsion de Laurent Tissot (Université de Neuchâtel) et de Cédric Humair (Université de Lausanne), nombre de travaux ont été réalisés dans ce domaine, trop longtemps négligé par les chercheurs. L'ouvrage consacré par Simon Leresche au passé touristique de Ballaigues, précisément issu d'un mémoire de master neuchâtelois, s'inscrit dans cette dynamique. Le cas du village vaudois, dont l'auteur est originaire, illustre de manière exemplaire l'épanouissement d'un tourisme estival de moyenne altitude dans l'Arc jurassien à la Belle époque. Cas

d'école, Ballaigues est aussi, à certains égards, une exception. De façon pour le moins inhabituelle pour une station touristique, le village est, par exemple, situé au cœur d'une région fortement industrialisée. Une telle particularité rend d'autant plus intéressante l'analyse du processus de touristification ballaiguis.

Situé dans le prolongement du col de Jougne, Ballaigues est dès l'Antiquité un point de passage important pour le trafic des hommes et des marchandises. Cette position stratégique garantit la prospérité de ce qui n'est alors qu'un village-rue. La route fournit un gagne-pain à de nombreux voituriers et stimule la création d'entreprises clés, comme Bourgeois Frères (1790), qui fait le commerce de vin et de fromage, ou les Forges du Creux (seconde moitié du XVIII^{e} siècle). De premiers hôtels et pensions destinés aux voyageurs voient par ailleurs le jour. Dans les années 1870, l'arrivée du chemin de fer dans la région redéfinit toutefois brusquement la fonction de Ballaigues. Le village voisin, Vallorbe, est relié à Daillens (1870), puis à Lausanne (1871); en 1875, une ligne Paris-Pontarlier-Lausanne, via Vallorbe est ouverte, qui rend la route du col de Jougne obsolète. Malgré leurs efforts, les autorités de Ballaigues ne parviennent pas à obtenir que leur village soit desservi par le train. Alors même que le trafic routier diminue, le séjour de vacanciers durant l'été tend cependant à s'intensifier.

Plusieurs facteurs s'avèrent décisifs dans la reconversion progressive de Ballaigues, entre 1870 et 1885. En l'occurrence, les notables locaux, qui ont pu faire fructifier leurs affaires grâce à la route, n'hésitent pas à investir dans le tourisme. Jean Leresche, qui est à la tête des Forges du Creux, construit par exemple une maison-pension, qui lui permet d'accueillir ses clients, de les fidéliser et de s'en faire de nouveaux. Quant au démarrage touristique, il pourrait avoir été facilité par l'existence de liens privilégiés avec l'Angleterre. L'arrivée des premiers vacanciers coïncide avec celle du télégraphe, déterminant pour permettre des séjours de longue durée. En ce qui concerne l'hébergement, si des pensions sont créées, le logement chez l'habitant et la location de maisons et d'appartements priment. De fait, la mue du village ne fait que commencer. Mais l'augmentation rapide du nombre de cafés et d'auberges dans un laps de temps assez court, et le fait que certains voituriers professionnels parviennent à maintenir leur activité, témoignent de la rapidité de la reconversion.

À partir de la fin des années 1880, la dynamique touristique s'accélère. Ballaigues est en vogue. La région répond aux attentes de vacanciers désireux de profiter des bienfaits de la montagne, tout en échappant aux cohortes de touristes présents dans les Alpes. Les forêts de sapins bordant le village, dont l'air résineux est conseillé par les médecins, qui offrent une ombre bienvenue en été et une image romantique, constituent un atout touristique majeur. Contre toute attente, les touristes sont aussi attirés par le patrimoine industriel de la région. À Ballaigues, comme ailleurs, essor touristique et développement des infrastructures communales vont de pair. Une station de pompage d'eau est créée; le téléphone est installé, puis l'électricité, intensifiant la construction d'hôtels et de pensions.

Ce sont les directives cantonales qui, pour limiter la concurrence dans le secteur, freineront le développement de l'offre hôtelière en instaurant une limitation, atteinte en 1899 déjà. La mesure dope alors les possibilités de location dans le village. En 1906, Ballaigues parvient à sa capacité d'accueil maximale, avec 1200 lits.

Dans les années qui suivent, malgré les efforts visant à développer le tourisme hivernal, le mouvement s'essouffle. Due notamment à de mauvaises conditions météorologiques, ainsi qu'à la situation géopolitique tendue, cette baisse touristique se manifeste par une diminution sensible de la capacité d'accueil. À partir de 1908, un projet de tramway entre Ballaigues et Vallorbe, destiné à dynamiser le tourisme, est abandonné par les autorités en 1913. C'est dans ce contexte qu'éclate la Première Guerre mondiale, qui vide les hôtels ballaiguis. Durant le conflit, une épidémie de typhus aggrave la situation, malgré la création d'une entreprise de transport automobile régionale pour enrayer le déclin. C'est grâce à l'arrivée d'internés, dès 1916, que des établissements de séjour résistent à la crise. À la fin du conflit, la reprise est de faible ampleur et la Seconde Guerre mondiale anéantit l'industrie touristique. Dans les années 1950, les derniers touristes quitteront Ballaigues.

En examinant la « parenthèse touristique » de Ballaigues, Simon Leresche décrypte le modèle de tourisme propre à l'Arc jurassien, encore peu étudié. Il montre que les dynamiques observées dans les grandes régions touristiques suisses y sont également à l'œuvre. À cet égard, il convient de noter que, si les phases du développement du village sont bien mises en évidence, la volonté d'établir une chronologie précise se heurte à la complexité des évolutions, dont les modalités demeurent parfois peu claires. Ainsi la reconversion de Ballaigues, après l'arrivée du chemin de fer, mériterait-elle une analyse plus détaillée. Avec son ouvrage très bien documenté, Simon Leresche n'en offre pas moins une contribution précieuse à l'histoire du tourisme en Suisse romande prouvant la nécessité d'études de cas pour la compréhension du phénomène touristique.

Mathieu Narindal

Luc Weibel, *Les essais d'une vie. Charles Borgeaud (1861-1940)*, Neuchâtel : Alphil, 2013, 467 p.

Né au Sentier et porteur d'un nom vaudois, Charles Borgeaud (1861-1940) est avant tout associé à Genève, ville dont il recevra la bourgeoisie d'honneur en 1924. Au bénéfice d'une double formation d'historien (docteur en philosophie, Iéna, 1883) et de juriste (docteur en droit, Genève, 1886), l'homme a marqué le paysage intellectuel, académique et historique genevois de la première moitié du XX^e^ siècle. Membre fondateur de la Société académique de Genève (1888), il deviendra professeur extraordinaire d'histoire des institutions politiques de la Suisse (1896), puis professeur ordinaire de droit constitutionnel et d'histoire nationale (1898) à l'Université de Genève ; historien de cette institution, membre actif du comité à l'origine du Monument international de la Réformation, il fera partie de la délégation suisse à la Conférence de Paris (1919). C'est à cette figure imposante que Luc Weibel, son petit-fils, a consacré cet excellent ouvrage.

Davantage qu'une biographie *stricto sensu*, ce livre est « l'histoire d'une époque » (p. 7), malgré son caractère fragmentaire comme Luc Weibel le précise avec modestie en introduction. Cette perspective ambitieuse permet d'aborder la trajectoire de Charles Borgeaud à partir des réseaux familiaux, académiques, amicaux ou associatifs qu'il fréquente durant une quarantaine d'années. Le récit s'arrête en 1903 ; deux raisons à cela. La date coïncide premièrement avec le décès de la mère de Charles Borgeaud, Anne Louise Borgeaud-Frainnet ; principale correspondante de son fils, qui constitue la figure centrale de cette étude, dont le lecteur suit la vie durant ces mêmes années. La relation mère-fils se trouve être finement mise en récit par Luc Weibel dans une sorte de dialectique entre l'immobilité de la première et le mouvement perpétuel du second : « En sorte que cette histoire d'un grand intellectuel – revenu au bercail après ses *« Lehr- und Wanderjahre »* – est aussi l'histoire d'une femme qui n'avait cessé de penser à lui, et qui nous a offert ainsi, sans le savoir, le récit de sa vie, telle qu'elle s'est déroulée dans la Genève du XIX^e^ siècle, dont elle nous laisse une image aussi vive qu'inattendue. » (p. 10) Deuxièmement, 1903 marque la stabilisation, voire l'institutionnalisation de Charles Borgeaud. Luc Weibel avoue très honnêtement en conclusion ne pas s'être senti suffisamment à l'aise pour évoquer les années de « consécration », préférant évoquer Borgeaud en « jeune homme au seuil de la vie, incertain sur son avenir, investissant sans compter dans des recherches qui le passionnaient, sans bien savoir où elles le mèneraient, et sans avoir choisi le lieu où il a finalement bâti sa maison. » (p. 458). Le pari est pleinement réussi. Reste un seul regret, celui que ces réserves nous ont laissé sur notre faim…

Cette enquête biographique repose sur une documentation importante et largement inédite : la correspondance de Borgeaud. Formée pour l'essentiel des lettres reçues par ce dernier, elle a été soigneusement conservée par la famille. Ces échanges forment la principale base documentaire à partir de laquelle Luc Weibel a construit son récit, en y joignant les écrits contemporains de Borgeaud, toujours remis en contexte et soigneusement commentés. Une telle masse de lettres s'explique en partie par l'itinérance du jeune homme. Grâce à ses correspondants, il est tenu au courant de ce qui se passe dans les différents milieux qu'il fréquente habituellement à Genève. La famille occupe une part centrale de ces échanges. Les lettres entre la

mère et le fils évoquent par exemple le rôle de chef de famille que le jeune homme a dû endosser au décès précoce de son père (il avait 16 ans), diverses questions touchant à la gestion de la fortune familiale ou au sort des proches (en particulier Henri le frère cadet). Une part importante de la correspondance de Borgeaud provient de camarades de la Société d'étudiants de Zofingue. Il s'y est fortement engagé alors qu'il étudiait le droit à Genève et y a noué de solides amitiés. Le réseau développé durant ces années et sans cesse entretenu lui sera d'un grand soutien à différents stades de sa carrière, grâce aux vastes ramifications dans les milieux influents de la Cité de Calvin qu'il offre. Les liens avec le monde scientifique, nés lors des séjours à l'étranger, forment un autre réseau fort étendu. Plusieurs savants étrangers, parfois illustres, ont été des guides privilégiés, dont le contact a permis à Borgeaud d'être introduit dans différents champs académiques et scientifiques (allemands, français, anglo-saxons) et d'être initié à de nouvelles méthodes scientifiques. Ces expériences ne cesseront de nourrir ses propres travaux.

Luc Weibel a valorisé cette riche matière en recourant à de nombreuses et longues citations, toujours bien choisies. À aucun moment, l'auteur n'a cédé à la facilité ou s'est laissé entraîner par les propos de tel ou tel correspondant. Chaque extrait est remis en contexte et, au besoin, assorti d'un commentaire critique. Cette approche permet à l'auteur de souligner les influences subies par Borgeaud, tout en le montrant à la jointure de plusieurs univers, réseaux et cultures. Il en résulte une impression de récit polyphonique focalisé sur Borgeaud.

Organisé en chapitres chronologiques, cet ouvrage permet de suivre le Genevois à travers divers lieux de formation (au sens large du terme), qui l'entraîneront de Genève à Genève, en passant par Weimar, Iéna, Paris, Londres et Marseille. La linéarité du récit est cassée par le recours ponctuel à des *excursus* destinés à attirer l'attention du lecteur sur tel ou tel acteur et son importance pour la trajectoire de Borgeaud. La richesse de l'ouvrage nous interdit de rendre compte soigneusement de l'ensemble. Un des fils rouges qui le traverse est constitué par le développement et l'affirmation de la pensée de Borgeaud. À travers diverses expériences et influences émergent certains thèmes centraux de son œuvre, notamment divers questionnements autour de la démocratie. On voit s'esquisser la thèse de la filiation de la démocratie moderne à partir de la Réforme. Borgeaud rappellera toutefois que « La démocratie est fille de la Réforme, non des Réformateurs » (p. 230).

À côté des recherches et des tâtonnements du jeune chercheur, Luc Weibel montre un Borgeaud aux prises avec un certain nombre d'options pour son propre avenir. Grâce à un chapitre décisif, Luc Weibel évite toute illusion rétrospective ou téléologique rendant le choix de Genève inévitable, puis qu'il présente de manière détaillée les opportunités qui s'offraient au Genevois en 1893-1894 : la France, le monde anglo-saxon ou la Suisse et Genève (pp. 369-404).

Plus que la biographie intellectuelle d'un juriste et historien libéral genevois, Luc Weibel propose à son lecteur une passionnante plongée dans le dernier tiers du XIX^e^ siècle. En se servant pour guide d'un jeune homme en formation, sans cesse tiraillé entre l'immensité de la recherche et ses territoires encore vierges et Genève, où on ne cessait de l'y appeler, c'est l'histoire d'une époque que l'auteur nous propose. Elle est réussie.

Nicolas Gex

Alain Clavien, Claude Hauser et François Vallotton (dir.), *Théâtre et scènes politiques : histoire du spectacle en Suisse et en France aux XIX^e^ et XX^e^ siècles*, Lausanne : Antipodes, 2014, 291 p.

L'ouvrage *Théâtre et scènes politiques* est le fruit d'un colloque organisé en mai 2011 par les professeurs Alain Clavien, Claude Hauser et François Vallotton. Réunissant des chercheurs suisses et français à l'Université de Fribourg et à l'Université de Lausanne, ce colloque était sobrement intitulé *Théâtre et Politique* : le changement

de titre est en lui-même intéressant. En effet, la question du périmètre de la discussion et de l'objet partagé par les différents contributeurs s'est très vite posée. Si le *Théâtre* (au singulier) ne semble pas poser problème (il en serait autrement dans le champ spécifique des études théâtrales), le ou la *Politique* se déploie pour la publication en « scènes politiques » (au pluriel). Assorti d'une métaphore, ce passage au pluriel révèle une extension et une indétermination du champ d'investigation. Ainsi qu'en témoigne Joël Aguet dans une postface qui problématise cette question, les relations entre théâtre et politique sont multiples, le vocabulaire est souvent imprécis et le spectre de l'anachronisme parfois menaçant.

Le sous-titre, *Histoire du spectacle en Suisse et en France aux XIX^e^ et XX^e^ siècles*, permet d'approcher plus nettement la problématique de l'ouvrage. Il s'agit donc d'histoire. Et surtout d'historiographie. Ce qui apparaît en effet, par trouées ou par transparence, de manière à la fois évidente et implicite, c'est l'écart entre les historiographies française et suisse. On prend conscience, en lisant les articles dans l'ordre proposé, à quel point l'historien du théâtre français bénéficie d'une cartographie mentale, résultant d'innombrables travaux antérieurs, sur laquelle il n'a aucun problème à situer, à inscrire et surtout à projeter ses entreprises. Il lui est loisible de corriger ici quelque périodisation trop tranchée, là quelque concept trop global, là encore de combler une lacune. Ainsi, par exemple, pouvons-nous lire de très utiles synthèses critiques sur la continuité entre le Second Empire et la III^e^ République (sous les plumes respectives de Jean-Claude Yon et de Pascale Goetschel), sur certains effets de « résonance » entre la politique de moralisation du théâtre sous le régime de Vichy et la politique de démocratisation de l'immédiate après-guerre (emblématisée par le Festival d'Avignon dont la singularité persistante est décrite par Emmanuelle Loyer), ou sur une « tache aveugle » de l'histoire de la décentralisation (le cas de l'Algérie française présentée par Julie Champrenault). Les études précises consacrées par Antoine de Baecque à L'Odéon ou par Claire Martini au Groupe Octobre puisent quant à elles dans un contexte historiographique qui permet des éclairages toujours enrichissants.

Le relatif « confort » scientifique dont bénéficient les études françaises est peut-être trompeur, mais il semble difficile de remettre en question l'efficacité herméneutique des couples Paris/Province ou Centre/Périphérie, de la dynamique du mouvement Centralisation/Décentralisation et des personnalités emblématiques (Jeanne Laurent, Vilar, Malraux, Lang). Aucun confort de ce genre n'est à espérer pour l'historien du théâtre en Suisse – sauf à importer les modèles conceptuels étrangers. Le risque est cependant aigu de confondre l'impact de ces modèles étrangers sur les acteurs historiques avec leur entière pertinence en matière d'interprétation scientifique. Lorsque les artistes actifs en Suisse romande adoptent le vocabulaire français (avec ses valeurs de combat, de promotion et de mobilisation), ils ne sont pas forcément en synchronie avec le rythme politique et avec l'histoire artistique et sociale de leur région. Il en est ainsi, dans le canton de Neuchâtel où les autoproclamés « Centres culturels » n'ont rencontré que fort peu d'écho auprès de leurs édiles (comme en témoigne la contribution de Marie-Jeanne Cernuschi et Yvonne Tissot). Tout se passe comme si l'artiste suisse – quel que soit son public – avait deux adversaires (ou deux alliés potentiels) : le modèle culturel étranger dominant et ses propres gouvernants. Pour l'historien suisse, ce jeu complique l'analyse et requiert des connaissances et des compétences accrues. L'emboîtement des échelles politiques suisses, qui n'obéit pas à un rapport centre/périphérie, ajoute une difficulté supplémentaire, sans parler de la dispersion des archives. Précisons qu'il est question dans *Théâtre et scènes politiques* surtout de la Suisse romande bien que deux études de cas soient consacrées à la Suisse allemande (à la propagande allemande dans les cabarets alémaniques, par Alexandre Elsig) et à la Suisse italienne (à la situation Tessin au cœur d'un carrefour d'influences du théâtre du corps et du mouvement, par Demis Quadri), mais la comparaison est moins facile à établir *in situ* avec les historiographies allemandes ou italiennes.

La capacité de chaque région romande à accueillir ou à rejeter des modèles d'action politique et artistique étrangers n'unifie donc qu'en apparence la représentation du paysage culturel suisse ; car à trop mettre en valeur les facteurs d'intelligibilité livrés « clé en main » par l'historiographie française, on manque à rendre compte de l'inventivité des acteurs locaux à s'approprier ces modèles, à les instrumentaliser, à les adapter et à les rendre parfois méconnaissables. C'est cet écueil que cherchent à éviter – sans toujours l'ex-

pliciter – les chercheurs qui reconstituent par le menu le parcours de certains individus, l'évolution de certaines structures (le TPR présenté par Séverine Marmy, le Théâtre Mobile par Tiphaine Robert et Chloé Traube, les Faux-Nez par Joël Aguet, le Théâtre Livio par Noémie Hayoz), l'action des municipalités (Lausanne à la Belle époque par Olivier Robert) ou des cantons (Neuchâtel par Yvonne Tissot et Marie-Jeanne Cernuschi). Tous ces chercheurs acceptent le caractère fragmentaire de leurs études, supportent les lacunes du contexte historiographique en attendant que l'addition de leurs travaux contribue à l'établissement d'une cartographie rhizomatique destinée à produire de plus en plus d'effets de sens.

Reste, pour reprendre un constat présenté par les trois préfaciers et organisateurs du colloque, qu'un tel état du paysage est peu rassurant pour de jeunes chercheurs suisses. Depuis le colloque de 2009, a été créé en Suisse romande, par les quatre Facultés des lettres des Universités de Fribourg, Genève, Lausanne et Neuchâtel, un programme interdisciplinaire de niveau Master intitulé « Dramaturgie et histoire du théâtre ». Ce programme, encore modeste, est destiné à combler une lacune en matière d'études théâtrales en Suisse romande (on rappellera que la seule chaire, née il y a plus de vingt ans, dévolue à cette discipline en Suisse se trouve à l'Université de Berne). Le manque de vocation pour l'histoire du théâtre en Suisse romande est peut-être dû à l'absence de cette inscription académique – chose étonnante quand on songe à la richesse du paysage romand en matière d'institutions théâtrales qui ont un long passé. Souhaitons que l'intérêt pour l'archéologie propre de ce paysage – dont bien peu d'étudiantes et d'étudiants mesurent qu'il résulte d'une histoire complexe – se développe dans les années à venir et que les jeunes historiens entendent l'appel lancé par Alain Clavien, Claude Hauser et François Vallotton.

Danielle Chaperon

Daniel Reymond, Roland Cosandey, Patrice Piguet, Daniel Capt, Julien Roux, *La Bobine 1923-2015. Un cinéma à la Vallée de Joux*, Yverdon-les-Bains : Éditions de la Thièle, 266 p.

C'est un livre rare et exemplaire par ses résultats que viennent d'éditer les Éditions de la Thièle sur le cinéma. Déjà en 2013, cette maison yverdonnoise s'était fait remarquer avec la parution d'un ouvrage de grande qualité dû à Thomas Perret et Roland Cosandey, *Paillard, Bolex, Boolsky* (Voir compte rendu dans *RHV, 122*, 2014, pp. 286-288). Cette fois-ci, elle publie une monographie sur la salle de cinéma La Bobine, au Sentier. L'originalité de la démarche et du contenu tient à la densité exceptionnelle des archives de la Société immobilière, créée en 1889 par la Société locale de gymnastique et dissoute le 6 décembre 1983, pour gérer la salle de spectacles (elle fut remplacée par une nouvelle, inaugurée le 4 janvier 1936). La première salle, dite longtemps « l'ancien local », affectée exclusivement au cinéma, fut vendue en décembre 1981, comme la salle de spectacles, l'année suivante, au village du Sentier. Seule la salle de cinéma a survécu aujourd'hui à la démolition.

Neuf chapitres encadrent le propos. Les titres sont évocateurs des étapes du développement du cinéma : Le « Local », une salle pour la gym ; Le cinématographe ; Les années héroïques ; Temps de crise, années de succès ; Derrière les rideaux rouges (ils permirent l'obscurcissement de la salle durant les années 1942 à 1945) ; Passage de témoin (la génération des fondateurs passe la main au sortir du conflit mondial) ; Le déclin ; La reprise par le Village ; À l'enseigne de La Bobine. Trois annexes couvrent la période 1923-2013/2015 : gérants et opérateurs ; offre, fréquentation, recette ; les plus grands succès, soit les films ayant dépassé les 1000 spectateurs. Un appareil scientifique, riche de 98 notes, de la nomenclature des sources et des publications, accréditent la démarche historienne du volume, rehaussé par la reproduction de quelque 150 documents et par les photographies commandées pour l'occasion, aux légendes soignées.

L'auteur nous invite à nous installer dans un fauteuil de cinéma ; il déroule devant nos yeux le fil des événements, intègre à sa recherche tout ce qui va avec le fonctionnement d'une salle : les pionniers, les gérants, les responsables des programmes, les opérateurs, les musiciens du cinéma. La fièvre cinématographique est

mesurée au travers des chiffres de fréquentation, le nombre de séances par année et par film, le coût et la vente des billets, le chiffre d'affaires entre 1923 et 1975. Pour conquérir et fidéliser le public, il faut lui trouver des films divertissants et à grand spectacle, que l'on loue à des distributeurs et à des intermédiaires et que l'on promeut dans la *Feuille d'avis de la vallée de Joux* et par affichettes. Au besoin, il faut défendre la programmation, lorsqu'elle est critiquée par voie de presse. Le cinéma du Sentier devient membre de l'Association cinématographique suisse romande (ACSR) et de Ciné-circuit, s'abonne à des périodiques spécialisés pour améliorer la programmation, non sans éviter les conflits. La sécurité (la peur du film nitrate jusqu'en 1950) nécessite l'adaptation de l'espace de projection, la Commission cantonale de contrôle veille depuis 1932 sur la moralité des films. Durant la Seconde Guerre mondiale, la Confédération imposa aux salles le *Ciné-journal suisse*, en réponse aux actualités étrangères. Les équipements de projection furent régulièrement changés, déjà en 1926, avec l'achat d'un appareil français de la Société Phébus. Dès 1933, la salle propose des films sonores (elle portera dès lors jusqu'à la fin des années 1940, le nom Cinéma sonore, puis prendra celui de Cinéma Sentier/Le Sentier). Elle fut dotée en 1957 du Cinémascope, en 2012 du numérique. Face à la diminution du public, ses responsables s'employèrent à modifier et élargir la programmation sous forme de séances d'initiation au cinéma, pour cinéphiles ou des publics particuliers (elles donnent naissance aux ciné-clubs et aux rencontres autour de films documentaires).

Les premiers témoignages cinématographiques en Suisse datent de l'Exposition nationale de 1896. En marge de celle-ci, des tourneurs qui vont de ville en ville présentent des films; des forains incluent le cinématographe dans leur programme d'attractions. Le cinéma devient sédentaire vers 1907-1908, quand le principal producteur de l'époque, Pathé, cesse de vendre ses films pour préférer leur location par des comptoirs de distribution régionaux. En 1916, on dénombre dans le canton de Vaud vingt salles de cinéma dont trois à Lausanne et dix-sept en dehors du chef-lieu. C'est en 1905 que se situe l'arrivée du cinématographe à La Vallée, avec l'installation itinérante au Brassus, au Sentier et au Pont du Cinématographe suisse de la famille Weber-Clément. Le succès fut immédiat, d'autant plus grand que les Combiers peuvent découvrir alors le film de Weber-Clément de la sortie de l'usine LeCoultre & C^{ie}, au Sentier.

En fait, c'est le dimanche 22 avril 1923, avec l'inauguration de la salle, Cinéma Alcazar, au Sentier, que l'activité cinématographique allait s'implanter jusqu'à aujourd'hui à La Vallée. Cette longévité exceptionnelle découle de la ténacité et de la passion des quatre générations de membres, responsables de la salle, qui ont dû braver concurrence entre les salles régionales de cinéma, durablement avec celle du Brassus, et surmonter l'identité villageoise et le cloisonnement dans les activités de loisirs.

À l'origine, la salle de cinéma du Sentier offrait six films par année, puis une vingtaine à la fin de la guerre, la quarantaine dans les années 1950, avant d'atteindre la soixantaine la décennie suivante. En 1946, le cap des 10 000 entrées annuelles de spectateurs fut franchi, doublant entre 1945 et 1962. Le record fut battu en 1966 avec le nombre de 25 664 spectateurs. Si dans la première période, le nombre annuel de séances était de douze, il passa à cinquante, après 1945, et à plus de deux cents dans les années 1960. Entre 1924 et 1925, la fréquentation moyenne par séance évolua de deux cents à deux cent quarante personnes elle se montait à plus de 100 dans le courant des années 1960. Dès 1955, le nombre des séances hebdomadaires fut porté à trois. La population de La Vallée était de 8082 habitants en 1960, dont 3034 pour Le Sentier et 1732 au Brassus. Dès 1968, les statistiques de fréquentation s'effondrent, sous les effets de la télévision, de la motorisation, des changements d'habitudes dans la gestion du temps libre et d'internet. Elles tombent au-dessous de 10 000 en 1972; trente des quarante et un films projetés sont alors déficitaires. Aujourd'hui, la fréquentation se monte à environ 5500 entrées pour cent vingt séances annuelles, soit une petite cinquantaine de spectateurs par séance. Deux films sont projetés par semaine, à raison de trois à quatre séances par film; ainsi plus de cent séances par année sont organisées pour une quarantaine de films.

C'est un cinéma conquérant qui prend le nom en 2002 de La Bobine: en 2009 Jaeger-Le Coultre s'affirme comme sponsor officiel, le 15 avril 2010, l'Association PROJO est fondée pour soutenir la programmation; en 2012, une somme de 160 000 fr. est investie pour le passage au numérique. Parsemant sa narration de témoi-

gnages de différents dépositaires de l'aventure cinématographique du Sentier (on partage les souvenirs et la reconnaissance), dont Daniel Capt, né en 1924, Daniel Reymond souligne l'importance sociale et culturelle de cette salle qui s'est ménagé une place à côté des multiplexes. Elle fait partie des cinémas « utiles mais fragiles dont l'existence, jamais définitivement assurée, doit beaucoup aux multiples qualités de leurs responsables et à leur indéfectible dévouement. » Les futures études sur les salles de cinéma devront désormais toutes passer par Le Sentier, tant l'étude est stimulante et les pistes de recherche foisonnantes.

Gilbert Coutaz

Christophe Vuilleumier, *Ombres et lumières du Bois-Mermet: histoire d'une prison lausannoise (1905-2015)*, Gollion: Infolio, 2014, 175 p.

Depuis les travaux pionniers d'Henri Anselmier sur l'histoire des prisons vaudoises, publiés au début des années 1990 à la Bibliothèque historique vaudoise, les prisons vaudoises n'avaient guère suscité l'intérêt des historiens, si l'on excepte l'ouvrage de Geneviève Heller sur la maison d'éducation de Vennes, une institution certes prévue pour les jeunes délinquants mais à la vocation toutefois moins pénitentiaire que pédagogique. Le passionnant ouvrage de Christophe Vuilleumier consacré à la prison de Bois-Mermet comble ainsi une lacune. Occasion rêvée de réinvestir la connaissance de l'univers carcéral du canton, alors que se profile la future désaffectation de cette prison, construite en 1905.

On sait que le monde du crime se dévoile comme un puissant révélateur de l'évolution d'une société. L'acte transgressif qui accepte, ou revendique, la rupture avec la loi, comme le travail de celles et ceux qui ont pour mission de poursuivre les criminels interroge, inquiète, fascine toujours. Il en va de même de l'univers plus mystérieux, plus obscur, des établissements chargés d'abriter ceux que la justice a sanctionnés sur le plan pénal. À un degré moindre toutefois, car si la prison s'érige, elle aussi, en témoin des mutations qui traversent la société, son environnement n'en dégage pas la même flamboyance, s'avère moins aventureux, dans la mesure où en lui ne se réinvente pas le duel entre le bien et le mal. La prison se contente, si l'on peut dire, d'enregistrer des faits établis par la justice, de mener le mieux possible sa mission de surveillance, par définition plus ingrate, de celles et ceux qui ont fauté, et ont été condamnés. Travail complexe, peu spectaculaire mais pourtant indispensable que celui de geôlier, toujours à l'écart des projecteurs braqués sur le juge, l'inspecteur ou même le criminel. Mais ô combien central.

Il est donc juste de replacer la prison et son personnel dans la chaîne des activités émargeant à la lutte contre le crime. La prison est un vase clos dans lequel se meuvent les repris de justice sous le regard permanent de gardiens, dans un face-à-face quotidien où se met en scène l'un des ferments organiques de la société: la justice. Mais une justice toujours ambivalente. À travers le fonctionnement de ses prisons, l'État éprouve son interprétation des libertés individuelles; et dans leur organisation se reflète aussi l'idée que ce même État se fera du traitement de ses détenus: une justice efficace ne peut exister sans l'enfermement de ceux qui troublent sa tranquillité, mais elle ne peut advenir non plus si le détenu ne peut compter sur des conditions de vie décentes, voire sur des perspectives de réintégration. Si le juge a une grande responsabilité dans la recherche de ce subtil équilibre, c'est dans la prison que cette quête se matérialise, comme prolongement du droit de punir inhérent à tout ordre social. Loin de n'être que l'université du crime, comme le prétendait Kropotkine, la prison, pièce nécessaire de la structure sociale, en constitue la zone sombre: criminels ou gens « normaux », autorités politiques ou pénales, personne n'aime la prison.

D'où l'importance de fouiller dans ses fonctionnements, dans ses mutations, dans son histoire. On connaît les travaux de Michel Foucault, qui œuvra à modifier le regard « sociologique » porté sur cette institution. Mais entrer dans l'histoire immédiate de ces établissements montre aussi comment la société s'approprie ce lieu où doit être confiné le mal. Bois-Mermet, la prison du district de Lausanne avant de devenir prison d'arrondissement puis d'être prise en charge par le Canton en 1986, prend peu à peu le relais de la vétuste prison de

l'Évêché. Elle offre ainsi une ouverture sur la société vaudoise et son rapport à la déviance. Lors de son inauguration, au terme de trois décennies de palabres, la prison lausannoise incarne un changement majeur: alors que la Ville de Lausanne subit des pressions de plus en plus importantes de la part du Canton pour se doter enfin d'un établissement pénitentiaire digne de ce nom à partir des années 1880, la prison de Bois-Mermet, située dans le quartier de la Pontaise aux marges de la ville à l'époque, doit exhiber le visage d'une prison moderne. Ainsi placée à l'avant-garde des prisons vaudoises, Bois-Mermet se moule sur le dispositif panoptique inventé par Bentham, permettant aux gardiens de pouvoir surveiller en permanence les détenus depuis leur poste de garde.

Mais une prison est aussi un lieu où se croisent des personnes censées représenter des pôles antinomiques de la société; ce sont ces personnes, qu'elles se trouvent en deçà ou au-delà de la ligne de démarcation entre la normalité et la déchéance, qui font l'histoire d'une prison. L'auteur leur consacre à raison un grand nombre de pages à la fois tragiques et pittoresques. Le personnel ne brille pas toujours par ses talents voire, même dans la prude Lausanne, peut se laisser aller à une intimité trop étroite avec les individus qu'ils ont sous leur responsabilité. Ainsi Henri Cottens, geôlier de Bois-Mermet dès 1910, qui n'hésita pas à accorder un traitement de faveur à l'un des plus célèbres pensionnaires de la maison, Jules Bloch, richissime industriel aussi célèbre que peu scrupuleux durant la Première Guerre mondiale. Le comportement des geôliers n'est guère reluisant, leur vision de l'hygiène aléatoire. Il faut dire qu'on ne peut pas les considérer comme les enfants choyés de la république… Peu à peu, leur sort s'améliore néanmoins, comme celui des détenus qui ont accès à une bibliothèque dès 1941. Signe des temps, en 1949, est fondée une association des gardiens de prison du Canton, qui se donna certes pour objectif d'offrir un cadre amical à une profession pas toujours bien considérée, mais aussi de se montrer revendicative en cas de nécessité…

Côté prisonniers, c'est une galerie de portraits souvent hauts en couleur qui défile entre les murs de Bois-Mermet, entre petits voyous et représentants du grand banditisme, malandrins de passage et femmes de mauvaise vie, espions et escrocs de plus ou moins haut vol. La prison qui aurait dû n'accueillir que des personnes en détention préventive doit aussi composer avec des condamnés à des peines fermes. Sa vocation se modifie aussi selon les périodes. Durant la Première Guerre mondiale se succèdent des détenus militaires mais, après 1918 et avec la montée des totalitarismes sur le continent européen, Bois-Mermet se transforme en bouillon de culture politique. Les règlements de compte orchestrés depuis Moscou amènent sur les hauts de Lausanne deux femmes complices de l'assassinat, commandité par Staline, de l'ancien agent de la GPU Ignace Reiss à Chamblandes, sur la commune de Pully. Puis un espion au service de l'URSS, relié au réseau Radò découvre les cellules lausannoises. Symétriquement suivront le même chemin Arthur Fonjallaz, le fondateur de la Fédération fasciste suisse, pour menées antipatriotiques, puis d'autres collaborateurs du nazisme. En 1947, ce sera au tour du plus célèbre des « collabos » suisses, le Genevois Georges Oltramare, de s'installer en face de la caserne de la Pontaise. Mais Bois-Mermet ouvre également ses portes, durant la Seconde Guerre mondiale, à des dizaines de Juifs, bientôt expulsés de Suisse.

Les années 1970 et 1980 bouleversent la perception de la prison et des mœurs carcérales. Christophe Vuilleumier s'intéresse avec pertinence au regard nouveau que la société porte désormais sur la prison, au gré des incessantes révolutions sociales et sociétales que l'Occident s'apprête à traverser. Le mouvement féministe s'attache à réclamer un traitement plus adéquat de la population féminine de la prison, longtemps négligée, avant l'ouverture de la prison de Lonay, en 1992. Le Groupe Action Prison tente de dénoncer les atteintes à la dignité humaine qu'il croit discerner dans le traitement réservé à certains prisonniers, comme à l'égard du célèbre Walter Stürm. La presse s'empare désormais de ce type de dossier alors qu'une série d'évasions spectaculaires envahit les faits divers et que des suicides endeuillent la vie de la prison. La société change et la population carcérale aussi: l'arrivée de drogués pose de nouveaux problèmes, mettant en lumière des drames qui se positionnent à la charnière entre affaires pénales et questions de santé publique. En même temps, longtemps sous-occupé, Bois-Mermet ne sait plus comment endiguer le flot de « locataires » qu'on lui confie. Les détentions préventives s'allongent tandis que la justice est désormais notoirement surchargée.

Une fois de plus, la prison surgit comme le réceptacle de l'ensemble des problèmes que connaît la société. Les autorités, davantage interpellées par des événements vite transformés en scandales, prennent conscience de l'importance de l'image que réverbère la prison et ouvrent de nouvelles lignes de crédit. Les travaux de réfection se multiplient dès la fin de la guerre.

Christophe Vuilleumier, à qui on doit déjà une histoire de la prison de Champ-Dollon, poursuit avec brio son investigation de l'univers carcéral dans notre région. Il réussit avec le présent ouvrage à donner vie à un monde opaque, qu'il replace dans son contexte plus large, dans une histoire toujours en mouvement. À travers son périple dans l'histoire centenaire de la prison de Bois-Mermet, c'est une fresque de l'évolution de la société qu'il dessine, mais aussi d'un canton confronté à d'importantes mutations sociologiques et économiques, à une croissance exponentielle de sa démographie, à la fois riche en perspectives et en périls, à univers plus urbain enfin, loin de sa traditionnelle ruralité et qui apporte dans ses bagages des formes de criminalité inédites. Que l'on nous autorise, pour finir, une petite critique : on aurait aimé en savoir un peu plus sur le travail fourni par Bois-Mermet dans le cadre de la réintégration des prisonniers, et si l'établissement a œuvré dans ce domaine.

Olivier Meuwly

Jean-Pierre Tabin, Carola Togni, *L'assurance chômage en Suisse : une sociohistoire (1924-1982)*, Lausanne : Antipodes, 2013, 229 p.

La question du chômage gagne en importance en Suisse dès les années 1890. Alors que le principe constitutionnel de l'assurance maladie vient d'être adopté par le peuple suisse, le conseiller fédéral vaudois Louis Ruchonnet ne cache pas ses inquiétudes. Pour lui, aucun doute n'est permis : le prochain grand chantier qui attend la Confédération concerne le chômage, ce fléau des temps nouveaux. Depuis une quinzaine d'années sévit une lourde crise, déclenchée par un krach bancaire en 1873. Si l'essor technologique profite aussi aux ouvriers, une réalité qui permettra à Eduard Bernstein de condamner les prévisions marxistes, il ne freine pas les vagues de licenciement dans le monde industrialisé. Le chômage se hisse au rang de question vitale pour des économies fondées sur le marché.

Le phénomène demeure longtemps diffus et peine à s'insérer dans les grilles que tente d'élaborer une science statistique encore balbutiante. Les cantons ne sont pas totalement inactifs alors que les syndicats agissent de leur côté. La Suisse, privée de grandes concentrations industrielles semblables à celles que connaissent la France ou l'Allemagne, se révèle toutefois moins contaminée par le mal, au point qu'Adolf Deucher, le père des assurances sociales en Suisse, peut encore exprimer ses doutes quant à la nécessité d'une assurance chômage. Le phénomène lui paraît trop difficile à cerner dans sa réalité et à modéliser en termes d'aides financières.

Cette préhistoire de l'assurance chômage n'entre pas dans le champ d'investigation choisi par Jean-Pierre Tabin et Carola Togni. Il est vrai qu'elle a en partie été traitée par Erich Gruner et ses collaborateurs. Les auteurs entament leur enquête dès la fin de la Première Guerre mondiale, à un moment où la Suisse se remet d'une grève générale qui a laissé derrière elle un profond traumatisme dans la société helvétique. Tout de suite, l'assurance chômage, que l'on se hâte de mettre sur pied pour compléter les dispositifs épars et encore sommaires qui existent déjà, apparaît comme un instrument devant contribuer à la réconciliation des classes. Initiée presque en même temps que l'AVS, elle s'imposera beaucoup plus vite. C'est cette histoire d'une assurance conçue dès ses origines comme un symbole d'une coopération possible entre patronat et syndicats ouvriers que Tabin et Togni racontent dans leur livre.

La loi qui verra le jour en 1924 renferme tous les principes que l'on retrouvera dans la loi de 1982, encore en vigueur aujourd'hui. Elle repose sur la notion de travail comme fondement de l'ordre social. Il est exclu que cette loi serve à subventionner l'oisiveté et place clairement la responsabilité du chômage sur l'individu. La loi ne doit pas balayer les systèmes en place mais les compléter en autorisant une intervention des pou-

voirs publics pour adoucir les effets d'un risque inhérent au marché du travail. Car si l'individu doit prendre à sa charge les revirements de la conjoncture, la doctrine reconnaissant la possibilité d'un dommage sans qu'une faute ne soit commise, et qui a présidé à l'édification progressive de l'État social, s'applique aussi au cas du chômage.

La loi est-elle néanmoins taillée sur les intérêts des patrons ? Ceux-ci ont certes compris qu'au lendemain de la guerre, certains présupposés ne peuvent plus avoir cours. Mais ils refusent d'alourdir les charges qui leur incombent et obtiennent de ne pas participer au financement de la nouvelle assurance, d'ailleurs encore facultative et abandonnée aux apports des ouvriers eux-mêmes et aux subsides étatiques. Avec la complicité des syndicats toutefois. Le réseau des caisses s'adosse pour une large part aux caisses syndicales et les représentants ouvriers savent que, si les employeurs doivent mettre la main au porte-monnaie, ils demanderont à se mêler de leur gestion. Ce qu'ils ne veulent en aucun cas. La loi, inspirée d'expériences belges, pourra ainsi se développer comme la plateforme d'un réformisme syndical où les leaders syndicaux ont rapidement compris que la Suisse, fédéraliste et articulée sur une démocratie semi-directe vivace, ne serait pas mûre avant longtemps pour la révolution. Le Parti socialiste empruntera le même chemin mais plus lentement.

C'est en 1976 seulement que l'assurance revêtira un caractère obligatoire. Elle sera alors dotée d'un financement désormais partiellement assumé par les patrons. La crise économique qui accompagne les années 1970 a fortement secoué le marché du travail, même si la nouvelle situation ne se reflète pas dans les taux de chômage : nombreuses seront les personnes ayant perdu leur emploi et d'origine étrangère à regagner leur pays. Il n'empêche que la crise dévoile la fragilité de la Suisse, au bénéfice d'un appareil industriel sorti indemne de la guerre mais désormais dépassé. Accrochés à leur refus de subvenir aux besoins de caisses gérées par les syndicats, les patrons saisissent cependant qu'un refus d'entrer en matière sur le financement patronal du chômage ouvrirait la porte à une législation du travail beaucoup plus contraignante, notamment en matière de licenciement, à l'instar de ce que la France est alors en train de mettre en place. L'assurance chômage devient une assurance sociale comme les autres.

L'ouvrage de Jean-Pierre Tabin et Carola Togni constitue une contribution importante et bienvenue à notre connaissance de la genèse de nos assurances sociales. Trois remarques pour finir. Tout en regrettant leur bégayante manie de « mascu-féminiser » plusieurs termes, nous aurions apprécié une intégration plus précise de l'évolution de l'assurance chômage dans la construction globale de l'État providence à la mode helvétique, entre la fin du second conflit mondial et aujourd'hui. Enfin, certaines affirmations auraient peut-être mérité une discussion plus approfondie. Il est ainsi souvent répété que certaines mesures, comme le chômage partiel, ont servi à « stabiliser » le salariat ? Mais n'aurait-on pas pu prétendre qu'elles ont surtout permis de sauver des entreprises, et donc des emplois ? Mais là, on touche à l'un des débats récurrents autour de l'histoire sociale suisse et de tous les projets liés à la « paix du travail » : s'agit-il d'un « pacte » réalisé au profit de tous ou d'une abdication des ouvriers ?

Olivier Meuwly

Olivier Longchamp, *La politique financière fédérale (1945-1958)*, Lausanne : Antipodes, 2014, 887 p.

La parution de la thèse d'Olivier Longchamp a toutes les qualités d'un événement éditorial. Consacrée à la politique financière de la Confédération dans l'après-guerre, elle vient combler une lacune historiographique sur une période tout à fait déterminante de l'histoire économique suisse, puisqu'elle correspond au rétablissement d'un ordre économique libéral après les années de guerre où la Suisse, comme le reste du continent, a vécu sous un régime d'économie de guerre directement contrôlé par le Conseil fédéral.

Ce qui singularise toutefois la Suisse par rapport à l'ensemble des pays du bloc occidental, c'est que ses autorités ne se rallient pas au compromis keynésien de l'après-guerre. Au contraire, l'État fédéral réduit

significativement ses dépenses et sa quote-part fiscale par rapport aux années de guerre, si bien qu'Olivier Longchamp n'hésite pas à décrire la Suisse comme « une vestale du libéralisme » dans ces années où les autres pays connaissent un haut degré d'intervention dans leurs économies nationales, ainsi que de fortes augmentations des dépenses publiques, notamment dans le domaine alors naissant des assurances sociales.

S'appuyant sur quelques travaux pionniers – ceux de Jakob Tanner, *Bundeshaushalt, Währung und Kriegswirtschaft* (Zurich : Limmat Verlag, 1986) et de Gaudenz Prader, *50 Jahre Stabilisierungspolitik* (Zurich : Schulthess, 1981), ainsi que sur la thèse de Marcela Hohl consacrée au conseiller fédéral Max Weber –, Olivier Longchamp explique la rareté des études sur la politique financière en reprenant un argument de l'historien britannique Mark Mazower, selon lequel « l'histoire de l'impôt ne séduit pas grand monde » (p. 27).

Et pourtant, on aurait tort de se désintéresser des questions fiscales, car elles excèdent de beaucoup le seul financement de l'appareil d'État. Comme Longchamp le rappelle dans sa conclusion, « la fiscalité est aussi une façon d'imposer des normes, des pratiques, des coutumes, et en définitive de façonner un ordre social » (p. 836). C'est toute une politique économique et sociale qui est déterminée par les impôts, qu'il s'agisse de leurs niveaux ou des personnes qui les paient, sans même parler des politiques qu'ils permettent de mettre en place.

Pour l'auteur, l'absence de tournant keynésien en Suisse s'explique d'une part par « la position particulière de la Suisse dans la division internationale du travail » (p. 43), et d'autre part par la force tout à fait exceptionnelle des partis de droite et des différents relais politiques du patronat en Suisse. Un autre élément important est « la capacité des salariés à lier leur sort à celui du système économique, si capable au fond de conserver le niveau de vie des Suisses au-dessus de celui des voisins européens » (p. 47), accréditant la thèse aujourd'hui courante dans les discours politiques du « miracle économique » helvétique. Ces hypothèses sont longuement et minutieusement vérifiées dans les chapitres successifs du livre, organisés en respectant pour l'essentiel un ordre chronologique, à l'exception du chapitre 2 qui offre un survol général de la période. Le parcours de plusieurs hauts fonctionnaires et dirigeants des organisations patronales occupe tout particulièrement l'auteur, qu'il s'agisse de Max Iklé, l'omniprésent directeur de l'Administration fédérale des finances de 1947 à 1956 avant qu'il ne soit nommé à la Direction générale de la BNS, d'Alfred Schaefer, président de la direction générale de l'UBS et l'un des membres clés de l'Association suisse des banquiers durant cette période, de Hans Sulzer, président du Vorort de 1935 à 1951 ou, finalement, de Heinrich Homberger, personnage central du Vorort de 1922 à sa retraite en 1964.

La politique financière fédérale, en plus de défendre une thèse au sens fort du terme, est également une mine de renseignements presque inépuisable qui sera utile pour tous les historiens travaillant sur la politique suisse durant cette période. Les nombreux graphiques qui appuient l'argument sont en outre complétés d'un ensemble de tableaux et de données disponibles sur le site internet de l'éditeur [www.antipodes.ch].

L'immense travail de dépouillement d'archive entrepris par Olivier Longchamp, combiné à une récolte très large de statistiques économiques et financières et à leur synthèse font de *La politique financière fédérale* une référence désormais incontournable pour tout historien désireux d'entreprendre une recherche sur l'histoire suisse de l'après-guerre, et pas uniquement dans le domaine de la fiscalité.

Antoine Chollet

Damien Carron, *La Suisse et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, Lausanne : Antipodes, 2013, 495 p.

Nous avions assisté en 2010 à l'excellente défense de thèse de Damien Carron et sommes heureux de voir le fruit de son gros travail de recherche mis à disposition du public. Notons que son livre requiert des lecteurs une assez bonne connaissance des événements politiques et militaires liés à la guerre d'Algérie, lesquels ne sont rappelés que très sommairement par l'auteur, et parfois de manière allusive.

Selon la formule consacrée, cette étude comble un vide historiographique. C'est particulièrement vrai ici. La littérature sur le conflit algérien est fort abondante. Elle a connu un renouveau autour des années 2000 avec, notamment, les travaux de Benjamin Stora et de Raphaëlle Blanche. Elle restait cependant fortement franco-française. Certes, de nombreux opuscules (dont certains de Damien Carron lui-même) avaient déjà été consacrés à l'accueil dans notre pays de réfractaires français refusant d'accomplir leur service militaire en Algérie et aux réseaux d'aide au FLN. Ainsi que plusieurs publications de contemporains, témoins ou acteurs: par exemple celles de Charles-Henri Favrod sur son rôle dans le rapprochement entre Français et Algériens en vue de pourparlers, d'Henri Cornaz «l'imprimeur du FLN» et du diplomate Olivier Long sur les «bons offices» offerts par la Suisse autour de la conférence d'Évian, un domaine qui a été largement défriché par Marc Perrenoud. La thèse de Carron se concentre, elle, sur la Suisse officielle, celle du pouvoir politique. En se basant sur les travaux antérieurs, mais surtout sur des recherches personnelles extrêmement fouillées dans les archives suisses, françaises et algériennes ainsi que sur des fonds privés, il livre une analyse quasi exhaustive de l'attitude de la Suisse pendant la guerre d'indépendance.

Exprimons cependant une critique, pour n'y plus revenir ensuite. Il s'agit d'un défaut plutôt formel que de fond. On regrettera en effet un certain manque de hiérarchisation entre les événements. Tout est mis sur le même plan et dit sur le même ton, qu'il s'agisse des problèmes internes du consulat suisse à Alger, somme toute mineurs, du débat sur la torture ou du rôle important de la Suisse comme intermédiaire lors des pourparlers de paix. Ce défaut est sans doute accentué par les sous-titres, tous graphiquement de même importance. Il nous semble que des sous-titres généraux (englobant par exemple tout ce qui concerne l'affaire Dubois), avec des subdivisions en plus petits caractères, auraient rendu plus claire et attractive la lecture de cette étude.

Cela étant dit, le travail de Damien Carron est extrêmement riche, répétons-le. Faisant un choix méthodologique qui nous paraît heureux, il associe démarche chronologique et thématique. Il privilégie ainsi quelques thèmes majeurs: la présence de la colonie suisse en Algérie et sa défense par les autorités helvétiques; la question très sensible de l'engagement de jeunes Suisses (et même de mineurs) dans la Légion étrangère; le refuge et l'activité en Suisse de dirigeants du FLN et leur surveillance par les organes de police; l'appréciation du conflit algérien par le Conseil fédéral et la presse suisse.

Allant des championnats du monde de football à Berne en 1954, où se serait concoctée l'insurrection de la Toussaint, aux accords d'Évian de 1962 et à l'exode des Européens d'Algérie, au milieu du fracas des bombes de l'OAS et celles du FLN qui lui répliquent, l'auteur considère donc sept années de guerre où la Suisse ne cessa d'occuper une place importante. Il souligne pertinemment le rôle majeur de Max Petitpierre, qui semble dans cette affaire vraiment survoler les autres membres du Conseil fédéral par son intelligence politique et la justesse de ses appréciations sur les événements. Il ne cessera de promouvoir la politique des bons offices de la Suisse, dans le cadre de sa conception «neutralité et solidarité», destinée à sortir notre pays de son isolement dû à son attitude controversée pendant la Seconde Guerre mondiale… et aussi à conquérir les marchés émergents que seront les pays libérés de la colonisation. L'ouvrage évoque par la bande les tensions, voire les conflits au sein du gouvernement fédéral. Paul Chaudet, qui appartient pourtant comme Max Petitpierre au Parti radical, est le plus réticent envers la politique de ce dernier. Marqué depuis les années trente par une grille de lecture anticommuniste, il voit le FLN comme le fer de lance de l'URSS en Europe; et sa conception de la neutralité est beaucoup plus traditionnelle. Il est par ailleurs intéressant de comparer les jugements des multiples acteurs helvétiques impliqués dans le conflit: diplomates, ambassadeurs, consuls. Tous n'ont pas la lucidité de Rémy Godet, vice-consul à Alger qui, loin de n'y voir que la main de Nasser ou de Moscou, estime que l'Algérie est engagée dans une crise «sociale, démographique, économique, politique, confessionnelle et raciale».

Environ deux mille Suisses, dont une petite moitié de doubles nationaux, vivent en Algérie en 1954. Dans leur grande majorité, ils épousent la thèse de l'«Algérie française», et une petite minorité se retrouvera même dans les rangs des ultras. Ils se montrent critiques envers la politique du Conseil fédéral, qu'ils jugent trop

favorable aux « fellaghas ». En même temps, leur patrie d'origine a mission de les protéger. À l'indépendance, leur sort sera celui, tragique, des autres Européens d'Algérie, fuyant le pays dans la peur et spoliés de leurs biens. Le livre apporte donc sa pierre à l'histoire générale des Suisses à l'étranger. Il n'oublie pas les aspects économiques, en présentant un tableau des échanges entre la Suisse et les trois départements français d'Algérie, et en rappelant les espoirs de l'économie suisse de trouver un nouveau marché dans l'Algérie indépendante, espoirs qui seront vite déçus.

La question de l'enrôlement des Suisses à la Légion étrangère française ne cesse d'être une source de conflits entre les deux pays limitrophes. En Suisse alémanique surtout, le problème, qui se posait déjà pendant la guerre d'Indochine, est ressenti comme très sensible. D'autant plus que la Légion assume souvent les sales besognes en Algérie. La presse sensibilise l'opinion publique. Il faut mentionner particulièrement le journal *Die Tat* de Gottlieb Duttweiler, le plus en pointe par ses sentiments francophobes et anticolonialistes.

Avec raison, Damien Carron accorde une large place à l'affaire Dubois : ce procureur général de la Confédération – et premier socialiste à occuper cette fonction – se donna la mort le 23 mars 1957, après avoir été convaincu de livrer aux services de renseignements français les révélations obtenues par la mise sur écoute téléphonique de l'ambassade d'Égypte. Ses motivations (anticommunisme, francophilie, solidarité socialiste avec Guy Mollet, perception de Nasser comme un nouvel Hitler) sont bien décryptées dans le livre. L'affaire causa un énorme scandale et constitua un tournant dans la perception officielle du conflit algérien. Il en résulta une plus grande tolérance envers les activités en Suisse des nationalistes algériens, décrites par Carron avec un luxe de détails et de noms qui parfois fait un peu perdre au lecteur la vision d'ensemble.

On relèvera aussi la finesse de l'analyse politico-économique de la Suisse par les dirigeants algériens, pour lesquels le véritable pouvoir est celui du Vorort et des industriels. Ces leaders nationalistes sauront utiliser à leur profit l'opportunisme des banquiers helvétiques, et la place financière suisse jouera un rôle important, en abritant notamment le « trésor du FLN », source ultérieure d'un conflit entre la Suisse et la jeune Algérie indépendante. Enfin le processus de paix qui mènera aux accords d'Évian, grâce notamment aux bons offices de la Confédération, est étudié de manière approfondie. Il reste à un futur chercheur un grand domaine politico-économique à défricher : celui des rapports entre la République algérienne et la Suisse de 1962 à nos jours !

Pierre Jeanneret

À PROPOS DE TROIS OUVRAGES SUR L'EXPO 64

AA. VV., *Expo 64 : 50 ans après : Comment les rêves et les préoccupations de l'époque résonnent encore aujourd'hui*, Lausanne : Favre/24 heures, 2014, 159 p.

Pierre Frey, Bruno Marchand, Angelica Bersand, Joëlle Neuenschwander Feihl, *Expo 64 : le printemps de l'architecture suisse*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, 1 vol, [s.p.].

Olivier Lugon, François Vallotton (dir.), *Revisiter l'Expo 64 : acteurs, discours*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, 440 p.

Trois publications ont marqué la commémoration du cinquantième anniversaire de l'Exposition nationale de Lausanne de 1964. La manifestation avait déjà suscité des travaux monographiques en 1991 et en 2000. Il ne fait pas de doute que l'Expo 64 a marqué les esprits et toute une génération ; son souvenir vivace a justifié de nombreuses démarches en 2014, dont les trois publications sont la forme la plus aboutie.

Le quotidien *24 heures* a consacré quotidiennement des articles, entre le 18 août et le 19 septembre 2014, à l'événement fondé à chaque reprise sur une photographie. L'éditeur Pierre-Marcel Favre en a tiré un livre qui

« prolonge le lien » entre le vécu de l'époque et la résonance, cinquante ans après, sur différents témoins de l'Expo, à l'aide de photographies alternant le noir et blanc et la couleur, et de textes puisés au webdoc ouvert pour l'occasion par le journal.

Puisant dans leurs richesses documentaires, les Archives de la construction moderne livrent un véritable catalogue de photographies, d'esquisses, de plans et de maquettes de l'architecture de l'Expo 64, en soulignant les aspects novateurs et les lectures renouvelées de la démarche. Le titre « Le printemps de l'architecture suisse » situe justement l'impact de la manifestation qui, dans une contrainte de l'éphémère et de systèmes constructifs facilement démontables, a su allier de nouveaux matériaux et des audaces architecturales, dans un grand esprit d'émulation intellectuelle. Au-delà des idéaux et des valeurs qu'elle a prônés, l'Expo a permis l'éclosion de visions d'avenir et prospectives. Ce qui a été finalement présenté découle d'âpres luttes sur l'implantation de la manifestation, entre d'un côté une approche concentrée et resserrée des bâtiments à Vidy et le comblement de près de 550 000 m² de surface sur le lac, de l'autre une lecture par des noyaux décentralisés reliés par des voies de circulation (le projet « Exnal »). L'architecture a dû s'intégrer aux principes arrêtés pour le déploiement de l'Expo : l'organisation multicellulaire, la coexistence de trois circuits de visite d'une part et l'intégration et du contenu et du contenant d'autre part. L'attention est portée sur l'architecture pavillonnaire, les voiles en béton armé et les structures légères de toiles-tentes. Les bâtiments auxiliaires, en marge de l'Expo, tels le Port, la Halle des fêtes, la Gare ferroviaire et le Jardin d'enfants Nestlé trouvent des expressions spécifiques. Le choix tardif, le 30 avril 1959, de l'architecte en chef, Alberto Camenzind, qui sut s'entourer d'une jeune et créative génération de collaborateurs (32 ans de moyenne d'âge), constitua paradoxalement un atout décisif. « En se jouant presque fortuitement des efforts de contrôle et de contention, elle [l'Expo] s'est affirmée par les audaces de ses caractères formels. Alors que le cinéma ne parvenait pas à se défaire d'une surveillance idéologique sans faille, l'architecture et le génie civil ont profité du climat d'urgence prévalant pour proposer ingénument une forme fraîche et innovante, avant même que les contenus ne viennent remplir les lignes du cahier des charges. »

Dans une approche encyclopédique et délibérément scientifique, l'ouvrage conduit sous la direction de François Vallotton et d'Olivier Lugon aborde successivement les thèmes : Politique et économie ; Paysage et aménagement du territoire ; Art et architecture ; Cinéma et médias. Dix-sept auteurs se partagent la matière, la revisitent et en soulignent les apports durables. Les auteurs ont pris la précaution de soumettre leurs thèses avant leur publication, au travers d'un colloque universitaire. L'Expo est examinée comme médium, soit comme « vecteur d'idées, de savoirs et de valeurs », soutenu par l'incorporation des nouveaux moyens audiovisuels. Se combine avec cette première dimension le constat que l'exposition est également un champ de tensions, l'expression de vues dissemblables qui interrogent, « décontenancent » les visiteurs et les amènent à échanger leurs opinions et à en débattre. Il s'agit de s'interroger sur les auteurs de l'Expo et sur ses contenus, traversés par les préoccupations du moment : « l'avènement de la société de consommation et de loisirs, l'urbanisation galopante, la motorisation individuelle, l'automatisation et la tertiarisation du monde du travail, les nouvelles mobilités transnationales, les premiers mouvements de contestation, la guerre froide ». L'ouvrage s'impose par l'ampleur de sa réflexion, servie par une illustration de très grande qualité puisée à diverses sources, une mise en page soignée et un appareil scientifique rigoureux. Il introduit l'événement par un recours à l'historiographie, l'inscrit dans son contexte et le confronte au jugement de l'Histoire. Au fil des pages, l'Expo est soumise à différentes interrogations et reçoit diverses interprétations : l'Expo plutôt progressiste que conservatrice ? ; l'émergence d'une génération et de nouvelles personnalités politiques ; le débat public autour du Pavillon de l'Armée et sa force emblématique ; l'Expo jugée comme un lieu essentiel de représentation et d'affirmation du pouvoir économique ; la cohabitation, plus que la confrontation, d'une Suisse jeune, urbaine et tournée vers le futur, et une autre terrienne et traditionnelle ; l'accélération de la transformation du paysage lausannois avec des bilans mitigés selon les secteurs, sous les effets de l'Expo ; l'architecture paysagère ne s'est pas manifestée, sinon de façon marginale, en tant que discipline créative autonome à l'Expo ; la remarquable synthèse de la conception architecturale de l'Expo ; la tournure résolument moderne

du graphisme, de la photographie et des œuvres d'art; la force évocatrice du secteur «Éduquer et créer» de Max Bill; l'impact sur les esprits de la sculpture monumentale de Jean Tinguely, *Eurêka*; la rétrospective intitulée *Art suisse au XX^e siècle*; la polémique entourant les affiches de l'Expo; le nouveau primat de l'image animée et du son, la fascination exercée par les films d'Henry Brandt, le nombre d'écrans et les modes de projection, la place de référence du film d'Alain Tanner, *Les Apprentis*, dans le nouveau cinéma suisse; la couverture de la manifestation par la radio et la télévision.

À en juger par les nombreuses manifestations qui ont émaillé l'année 2014, l'Exposition nationale de Lausanne de 1964 continue à exercer une grande attractivité. Avec la disparition des derniers acteurs directs, la question se pose sur les relations entre commémoration et mémoire. L'événement est devenu aujourd'hui un thème de recherche historique et un objet de souvenir. Nul doute que ces trois publications participent de cette dualité. Elles sont appelées à être tout à la fois des parades à l'oubli par la richesse des faits et des informations qu'elles rapportent et des bilans historiques plus ou moins figés.

Gilbert Coutaz

Pierre Jeanneret, *La Gardoche: 37 ans de garderie communautaire*, [S.l.]: [s.n.], [2014] (Yverdon: Cornaz), 111 p.

L'historien Pierre Jeanneret est l'auteur d'un bref ouvrage sur La Gardoche, garderie lausannoise autogérée selon un modèle communautaire à son origine. Jeanneret commence son récit par une mise en contexte bienvenue. Il décrit ainsi l'expansion de ces entités pour la prime enfance du XIX^e siècle à nos jours.
Dès octobre 1975, les réunions commencent afin de mettre sur pied une garderie indépendante avec une pédagogie laissant une large liberté à l'enfant. Certains participants habiteront la communauté de Val-Vert fondée peu après. En mars 1977, le Service de la protection de la jeunesse (SPJ) autorise un fonctionnement à titre d'essai comme halte-garderie durant trois après-midi par semaine. Ainsi, les parents peuvent laisser leurs enfants uniquement quelques heures par jour à l'occasion. Les possibilités d'accueil s'accroissent avec l'engagement d'une éducatrice diplômée à la fin de l'année. À partir de 1980, La Gardoche a l'autorisation d'ouvrir à plein temps. Cette structure se veut participative: les décisions se prennent en commun et les parents peuvent y prendre part.

Au départ, les fondateurs de La Gardoche s'opposent au modèle des garderies municipales. Leur fonctionnement autoritaire tant vis-à-vis du personnel que des enfants est, notamment, contesté. Toutefois, l'association se voit contrainte de faire des demandes de subsides auprès de l'administration communale. Après plusieurs échecs et des tensions, elle en obtient dès 1980. À partir de là, les relations s'apaisent. En 1983, une garantie de déficit est accordée et, dès 1986, La Gardoche bénéficie d'un système de subventionnement identique à celui des autres garderies lausannoises. Notons également que, depuis 1992, la même convention collective de travail unit les employés des garderies privées ou municipales.

À la fin des années 1990, La Gardoche entre dans une zone de turbulence décrite avec précaution par l'historien. Les conflits internes s'exacerbent. On a l'impression d'assister à une crise de croissance, voire à un changement de paradigme. La conception originelle ne semble plus en phase avec l'évolution atteinte. La nécessaire professionnalisation amène des tensions entre salariés et bénévoles alors que l'engagement de ces derniers paraît moins prépondérant. Le modèle associatif à bout de souffle cède la place: La Gardoche devient un Centre de vie enfantine après sa municipalisation.

Jeanneret aborde par le biais de cet opuscule un domaine de l'histoire méritant de plus amples investigations: celui de la petite enfance. Il a ainsi élaboré un travail relativement novateur et intéressant par les pistes explorées. À n'en pas douter, au sein de cette modeste monographie, se dégagent des tendances majeures, reflets de l'évolution sociale.

Fabrice Bertrand

Véronique Mauron, Marie-Odile Vaudou, Marie André (dir.), *Louis Rivier, l'intimité transfigurée*, Berne: Till Schaap Edition, 2013, 132 p.

« Louis Rivier, l'intimité transfigurée » annonce la couleur: il s'agit pour les conceptrices de la publication et de l'exposition homonyme au Musée historique de Lausanne, de montrer un autre Rivier que celui qui, à défaut d'être connu de la population locale, et d'être reconnu par l'histoire de l'art, occupe l'espace public régional. Celui dont les vitraux et peintures murales religieuses et profanes décorent notamment l'ensemble du temple de Saint-Laurent, la Chapelle des Terreaux, la cathédrale de Lausanne (toutes les fenêtres hautes du chœur notamment), l'entier de Saint-Jean de Cour à Lausanne (1912-1915) et, cet autre *Gesamtkunstwerk*, l'aula du Palais de Rumine (1915-1923), son « chef-d'œuvre », au sens premier et étymologique du terme. Pour voir l'œuvre de Rivier à Lausanne et dans les environs, il faut donc, dans la plupart des cas, lever la tête et les yeux vers l'Art et la Lumière, dans un mouvement de contemplation encouragé par le peintre protestant.
Louis Rivier, autant si ce n'est plus que son prédécesseur Eugène Burnand, peintre protestant également proclamé, est sans doute l'un des artistes les plus honnis de l'histoire de l'art en Suisse. Il doit cet opprobre à l'autorité de critiques d'art contemporains, de sympathie cézannienne et parfois hodlérienne (dont Paul Budry, Edmond Bille, Gustave Roud), qui abhorrèrent les peintures de l'aula du Palais de Rumine, offertes par l'industriel collectionneur et mécène, Jean-Jacques Mercier-de Molin. En quelques pages, Laurent Golay et David Auberson esquissent le paradoxe de la position singulière de l'artiste, à la fois dominante dans l'espace public et social, et dominée dans le champ restreint de l'histoire de l'art. Les deux dimensions sont liées, car il n'y a pas à douter que les réprobations esthétiques des critiques précités se doublaient d'un rejet de la position sociale de Louis Rivier, ce grand bourgeois appartenant à de puissants réseaux cimentés, en partie, par son affiliation militante à l'Église libre.

Il était par conséquent doublement risqué de montrer l'œuvre secondaire d'un peintre jugé secondaire, c'est-à-dire de faire l'impasse sur le décor public au bénéfice de la dimension « intime » de l'œuvre. Or, un tel projet de revalorisation du peintre, de lecture proprement esthétique de la partie la plus « artistique » de son art – c'est-à-dire, selon les normes modernistes, de tout ce qui n'était pas « illustratif » et « décoratif » – repose en définitive sur un malentendu. Car dans l'œuvre et la pratique de Louis Rivier, l'« intime » est absolument indissociable du « public »: voici en gros ce que dit l'un des auteurs, Véronique Mauron, en décrivant un double mouvement d'« oscillation entre sacré et profane ». L'œuvre la plus prégnante de ce point de vue est sans doute la publicité que Louis Rivier exécute pour la firme Nestlé en 1934. Il y reprend un tableau célèbre de Jacques-Louis David, le *Portrait de Madame Récamier* (1800), en y ajoutant un enfant d'après la *Vierge de la Lorette* de Raphaël, petit Jésus permuté et transformé en poupon réclamant son lait Nestlé. Rien de plus « public » que cette publicité qui pourtant traduit les convictions intimes de Rivier en matière d'art et son projet esthétique tout entier: faire revivre l'art des grands maîtres du passé, le réactualiser. De ce point de vue, il n'y a aucune différence entre cette maternité publicitaire et les maternités intimes dans lesquelles le peintre met en scène son épouse, née Julie de Rahm, et sa progéniture. Toutes ces œuvres produisent le même sentiment de « déjà-vu », parfaitement revendiqué par l'artiste, par ailleurs. De manière semblable, il est illusoire de faire des paysages une peinture « intime ». Comme le portrait, le paysage est un genre qui traverse tout l'art de Louis Rivier et l'on ne peut le comprendre sans en déployer les déclinaisons, avec ou sans figures. Là encore, les vues agrestes ou alpestres du peintre condensent les œuvres paysagères des Genevois (de Calame à Hodler en passant par Baud-Bovy), des Neuchâtelois (Léo-Paul Robert avant tout) et d'autres artistes comme Vallotton, Biéler, Bille ou Segantini.

Même le fameux « procédé spécial » employé par Louis Rivier ne saurait le singulariser. Cette technique utilisant le crayon de couleur recouvert d'un diluant étendu au moyen d'un morceau de lin enroulé autour du doigt, rappelle un modèle: celui des trois crayons utilisés par nombre d'artistes après 1900, parmi lesquels Eugène Burnand pour sa collection de portraits des *Alliés dans la Guerre des nations*. C'est plutôt le goût pour le dessin (qui renvoie à un credo « académique » – au sens premier et non péjoratif du terme – à la vénération de

Holbein et d'Ingres) qu'il faut relever ici. Le retour de Rivier à la technique de la tempera indique une passion semblable pour les œuvres mates, distinctes du brillant de la peinture à l'huile : matité que l'on retrouve tant dans le décor monumental que dans les portraits intimes ou les paysages. On pourrait d'ailleurs interpréter ce rejet de la brillance comme le choix d'une technique et d'une esthétique en adéquation avec une certaine éthique protestante… Mais là encore, il faudrait nuancer les choses. Louis Rivier est avant tout un grand bourgeois. Voici ce qu'il manifeste dans l'*Autoportrait au caftan* de 1948 : vêtu de manteau rouge d'apparat, les mains sur les hanches ceintes par une ceinture de soie, chevalière et alliance mises en évidence, le peintre regarde de côté, sévèrement, hautainement, tristement même. Une chemise blanche, une cravate et surtout un béret apparemment incongrus viennent embourgeoiser la pose seigneuriale de celui qui habite alors le château de Mathod.

Le meilleur moyen de redonner à voir l'œuvre de Louis Rivier et par conséquent de le réévaluer n'est sans doute pas de l'isoler dans son « intimité », même « transfigurée ». L'appel à la rescousse de Maurice Blanchot ou Gilles Deleuze ou encore la référence à l'« hyperréalisme » présumé de l'artiste ne contribuent guère à redorer son blason ou à faire comprendre son projet d'artiste étroitement inscrit dans l'histoire de l'art et des institutions artistiques de cette première moitié du XX^{e} siècle en Suisse romande. Il faudrait montrer à quel point nombreux sont ceux qui reprennent alors la question du portrait et comparer ses tentatives à celles des Vallotton, Burnand, Hodler, Biéler et de tant d'autres. Autrement dit, replacer son histoire personnelle dans l'Histoire, comme l'avaient entrepris, il y a bientôt trente ans, Dario Gamboni, Antoine Baudin et Patrick Schaefer, en mettant l'accent sur la peinture religieuse et monumentale.

Philippe Kaenel